





**La Personnalité de la semaine**  
**Laurette Ménard**  
page A12



**Stéphane Laporte**  
Le matin de la fête  
des Mères  
page A5

**Hockey**

	<b>4</b>
	<b>5</b>
page S2	

**Baseball**

	<b>6</b>
	<b>5</b>
page S6	

# L'OTAN demeure intraitable

Malgré la colère des Chinois et des Russes, les frappes vont continuer

Agence France-Presse  
BRUXELLES et BELGRADE

Pékin et Moscou ont exprimé leur colère hier et demandé « l'arrêt immédiat des frappes de l'OTAN » après le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, une erreur qui va encore compliquer la



recherche d'une solution diplomatique pour le Kosovo. Mais l'OTAN est déterminée à poursuivre ses frappes malgré cette nouvelle bavure. Le bombardement de l'ambassade de Chine dans la nuit de vendredi à samedi a fait, selon l'agence yougoslave Tanjug, au moins quatre morts et plusieurs blessés, dont cinq grièvement. L'agence Chine nouvelle et la télévision chinoise ont fait état de trois morts, dont deux journalistes, un disparu et 20 blessés.

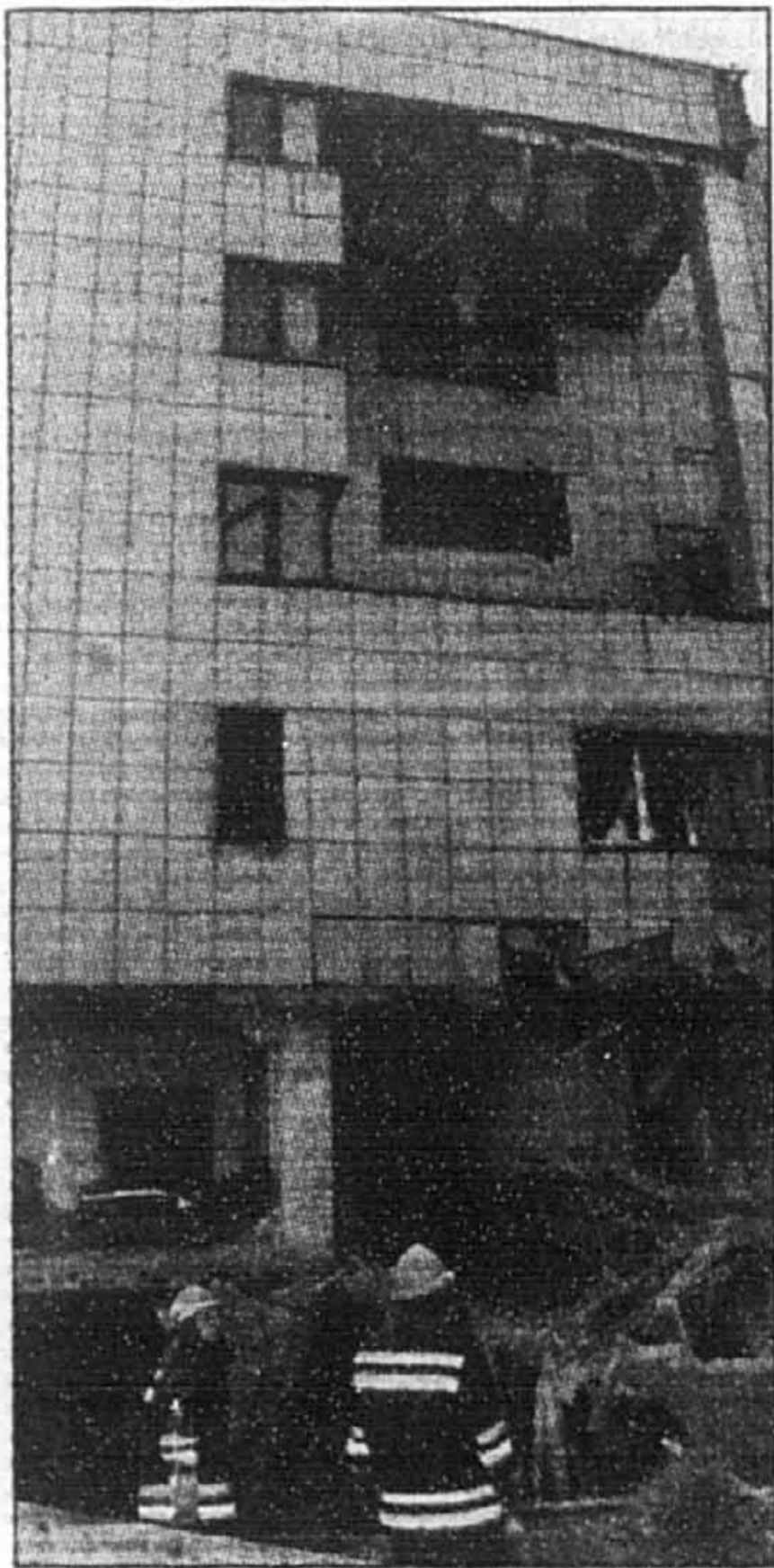
Les ministres des Affaires étrangères russe, Igor Ivanov, et chinois, Tang Jiaxuan, qui se sont entretenus au téléphone, ont demandé aussitôt la « fin immédiate des frappes de l'OTAN sur la Yougoslavie », insistant sur la nécessité de « résoudre ce problème par la voie politique », selon un porte-parole russe.

De son côté, l'Alliance atlantique a exprimé ses regrets mais assuré que cette tragédie n'entamerait en rien sa détermination à poursuivre ses frappes punitives contre le régime du président yougoslave Slobodan Milosevic.

Le secrétaire général de l'OTAN, Javier Solana, a annoncé l'ouverture d'une enquête sur cette « très regrettable erreur ».

Selon l'organisation, l'ambassade a été identifiée, à cause d'une erreur informatique, comme une cible à détruire à la place d'un bâtiment « très proche » abritant la Direction fédérale yougoslave de l'armement.

Voir L'OTAN en A2



À gauche, deux pompiers contemplent l'ambassade de Chine à Belgrade, lourdement endommagée par des bombardements de l'OTAN tôt hier matin. À droite, on voit quelques-uns des milliers d'étudiants chinois qui ont réagi avec colère au geste de l'Alliance, en se réunissant devant l'ambassade des États-Unis à Pékin.



PHOTOS REUTERS

## Le Nouveau-Brunswick ira aux urnes le 7 juin

ANDRÉ PÉPIN  
CARAQUET, N.-B.

Le premier ministre Camille Thériault a déclenché des élections générales au Nouveau-Brunswick hier pour le 7 juin. Le premier ministre acadien saute dans l'arène, un an presque jour pour jour après son accession à la tête du gouvernement.

C'est sous le signe de l'humilité qu'il a annoncé la tenue d'un scrutin général en affirmant notamment: « C'est avec beaucoup d'humilité que je reconnais qu'il reste beaucoup à faire, malgré plusieurs de nos succès. Beaucoup à faire

pour que tous les citoyens de cette province puissent jouir de nos nombreuses victoires à tous les niveaux », a-t-il dit, faisant ainsi allusion à des taux de chômage encore très élevés dans certaines régions de la province.

Conscient de l'exode des jeunes, il a dit rêver du jour où personne, au Nouveau-Brunswick, ne percevra sa province comme moins bien nantie que les autres. Pour se démarquer de la poigne de fer de son prédécesseur Frank McKenna, Thériault met plutôt l'accent sur « la compassion dont nous devons faire preuve dans tous les domaines ».

M. Thériault était déjà en tour-

née préélectorale depuis quelques semaines, multipliant les annonces dans toutes les régions de la province. Son principal adversaire, le chef conservateur Bernard Lord, lui a fait un pied de nez, jeudi, en lançant le premier sur les routes le fameux autobus devant transporter les journalistes.

Camille Thériault insiste sur son origine acadienne, tandis que son adversaire Bernard Lord met plutôt l'accent sur le fait qu'il est parfaitement bilingue. C'est qu'au Nouveau-Brunswick, pour gagner l'électorat anglophone, il faut insister beaucoup sur le bilinguisme parfait et ne pas trop promouvoir

les droits des francophones.

C'est la première fois que les électeurs sont appelés aux urnes au printemps, une vieille tradition voulant que les élections générales se tiennent plutôt l'automne.

M. Thériault aurait choisi le mois de juin en raison de la préparation du Sommet de la francophonie qui se tiendra à Moncton en septembre.

Le Nouveau-Brunswick et l'Ontario vivront donc des campagnes provinciales simultanément, avec seulement quatre jours de différence pour le scrutin.

Voir LE NOUVEAU en A2

## La sodomie, version policière

RICHARD HÉTU  
collaboration spéciale

À la barre des témoins, jeudi après-midi, l'immigrant haïtien s'est levé. Petit et maigre, il flottait littéralement dans son complet bleu marine. À la demande du procureur, il a montré du doigt l'homme accusé de l'avoir sodomisé, en août 1997, dans les toilettes d'un poste de police de Brooklyn.

Tous les regards se sont tournés vers Justin Volpe, assis à la table des accusés avec quatre de ses collègues, dans une salle bondée de la cour fédérale de Brooklyn. Le policier de 27 ans, bâti comme un lutteur, n'a trahi aucune émotion. Il est passible d'une peine de prison à vie pour avoir violé les droits civiques de Louima.

Serait-il inhumain? C'est la question qui préoccupe New York aujourd'hui. La réponse conduira peut-être à la justice pour Abner Louima, l'homme à la barre, 32 ans, marié et père de trois enfants.

Le 9 août 1997, Louima est allé rejoindre ses copains au club Rendez-Vous, dans le quartier Flatbush, à Brooklyn. En ce vendredi soir, il y



La Presse  
à  
NEW YORK

avait foule pour danser au rythme préféré des Haïtiens, le compas, pour flirter, pour boire, pour décompresser dans la grande ville étrangère.

À la fermeture du club, une mêlée a éclaté dans la rue. La police est arrivée sur les lieux. Dans la foule, un coup de poing est parti de nulle part et s'est écrasé sur le visage de bouledogue d'un des policiers, ce Volpe adepte du body-building.

Volpe a dû voir rouge. Il a empoigné l'Haïtien le plus proche de lui, Louima, qui était pourtant innocent. Il l'a forcé à monter dans une auto-patrouille, où trois autres policiers ont également pris place.

Jeudi après-midi, lors du troisième jour d'un procès aux détails horribles, l'immigrant haïtien a accusé les quatre policiers blancs de l'avoir roué de coups dans la voiture. Mais ce n'était encore rien. Selon Louima, une fois au

poste de Flatbush, Volpe et un autre policier, Charles Schwarz, ont poursuivi dans les toilettes leur justice bestiale.

Louima a donné sa version des faits d'une voix égale. Le procureur a dû le prier de répéter certaines phrases à cause de son fort accent. Entre les réponses et les questions, on aurait pu entendre voler une mouche dans la salle de justice.

Louima a dit s'être retrouvé dans les toilettes du poste, plié en deux après avoir reçu un coup de pied dans les testicules, les poignets attachés avec des menottes derrière le dos, les culottes autour des chevilles, les larmes aux yeux. Pendant que Schwarz le retenait, « l'officier » Volpe a poussé un objet dans mon rectum, l'a retiré et l'a mis dans ma bouche en me disant que c'était ma merde, a déclaré Louima.

L'objet en question, selon les procureurs du gouvernement fédéral, était un bout de manche à balai brisé. Le bâton aurait déchiré le rectum et la vessie de Louima, lui infligeant des blessures qui ont nécessité son hospitalisation pendant deux mois et trois opérations.

Voir LA SODOMIE en A2



**Les religieux et les Russes vont peser lourd dans la balance**

page A7

237  
JOURS  
AVANT  
L'AN 2000

**INDEX**

Petites annonces	- affaires C10	Bridge C8	Horoscope C8	Politique A4
- index C5	Arts et spectacles B9 à B12	Décès C10	La presse d'ailleurs A9	Santé cahier C
- immobilier C5 à C7	- horaire spectacles B12	Êtes-vous observateur? C5	Loteries A2 et A6	Tabloïd Sports
- marchandises C7	- horaire télévision B2	Feuilleton C9	Monde A7 à A10	- Réjean Tremblay S5
- emplois C7 et C8	Bandes dessinées C7	Génies en herbe C11	Mots croisés C6 et C11	Têtes d'affiche A11
- automobile C8 à C10			Mot mystère C9	Zap cahier B

**SCIENCES**

Nos grenouilles victimes des pesticides  
page C12

**MÉTÉO**

Percées de soleil  
Max. 24, min. 12  
cahier Sports  
page 16



### EXAMEN DE LA VUE

TOUS LES SERVICES OPTIQUES SOUS UN MÊME TOIT  
**Polyclinique visuelle**  
Ophtalmologistes — Optométristes — Opticiens  
9250, boul. de l'Acadie, Montréal (Québec) H4N 3C5  
(514) 381-2424 • 1-888-990-2424



EXAMEN DE LA VUE  
CORRECTION PAR LASER  
MYOPIE • HYPERMÉTROPIE  
ASTIGMATISME • PRESBYTIE  
LUNETTERIE  
CONTACTOLOGIE

## Suites de la une

## La sodomie, version policière

LA SODOMIE / Suite de la page A1

Il y a deux ans, l'histoire d'Abner Louima avait révolté New York. La violence attribuée à Volpe était peut-être une aberration, mais elle reflétait une sauvagerie incontestable. Et puis New York a été de nouveau secouée, au début de l'année, lorsqu'un jeune immigrant guinéen, Amadou Diallo, innocent sur toute la ligne, a été criblé de 19 balles dans une des pires bavures de la police new-yorkaise.

Le procès de Volpe et des autres policiers accusés d'avoir torturé Louima remettra peut-être en question la quasi-immunité policière dans les cas de brutalité. Quel que soit le verdict, il n'aidera en rien l'image des flics au temps de Rudolph Giuliani.

À l'ouverture du procès, l'avocat de Volpe a esquissé la défense de son client, arguant que Louima ne pouvait être cru par les jurés, étant un menteur. L'immigrant haïtien a changé sa version des faits sur les événements de la nuit du 9 août, a rappelé l'avocat. Il ne dit plus que Volpe l'a sodomisé avec le manche d'un plongeur, mais avec un manche à balai. Et il a rétracté une accusation explosive formulée devant les journalistes, il y a deux ans.

En le torturant, avait dit Louima à l'époque, les policiers avaient déclaré: «It's Giuliani time, not Dinkins time.» C'est l'heure de Giuliani, champion de la loi et de l'ordre, et non celle de David Dinkins, premier maire noir de New York.

Aujourd'hui, Louima dit avoir répété cette formule répandue chez les Noirs de New York pour attirer l'attention du public sur son sort.

Mais l'avocat de Volpe a accusé Louima d'avoir inventé l'histoire de sa torture pour faire de l'argent. Représenté par trois des avocats d'O.J. Simpson, l'immigrant intentera une poursuite de 150 millions contre la police de New York.

La vérité, selon l'avocat de Volpe, c'est que les blessures de Louima résultent d'un acte sexuel consensuel commis avec un autre homme avant l'intervention des policiers. Une trace des fèces de Louima trouvée dans les toilettes du poste 70 contient l'ADN d'un autre homme, a soutenu l'avocat sur un ton sérieux.

Le jury est composé de huit Blancs, un Noir et trois Hispaniques.

## Sortez de l'ordinaire

Sortie

AVEC LE CAHIER  
**Sortir**  
DU JEUDI DANS  
**La Presse**

## L'OTAN demeure intraitable

L'OTAN / Suite de la page A1

L'Alliance « poursuivra » ses opérations, a néanmoins assuré le porte-parole de l'OTAN, pour « continuer à mettre la pression sur Slobodan Milosevic ».

En déplacement dans l'Oklahoma, le président Bill Clinton a exprimé ses « regrets sincères » pour le bombardement « accidentel » de l'ambassade de Chine à Belgrade par les forces de l'OTAN. Il a présenté ses « profondes condoléances » aux dirigeants de Pékin et au peuple chinois.

M. Clinton s'est dit convaincu pourtant que l'OTAN devait continuer « sa mission » et « maintenir le cap ».

Il a rejeté les accusations de « barbarie » lancées par la Russie. « Ce n'était pas barbare. Ce qui est barbare, c'est ce qu'a fait Milosevic (au Kosovo). C'est tragique. C'est horrible. Mais c'est une tragédie et c'était un accident. »

À Washington, le Pentagone a aussi exprimé ses regrets. « Nous regrettons profondément la perte en vies humaines à l'ambassade de Chine, nous n'avions pas pris ce bâtiment pour cible, le bombardement est une erreur », a déclaré son porte-parole.

Pékin a qualifié ce raid de « crime de guerre » et estimé qu'il devait être puni. Le Parlement chinois a accusé l'OTAN d'avoir « ou-

vertement attaqué » l'ambassade, dénigrant un acte « d'hégémonie pure ».

Le *Quotidien du Peuple*, organe officiel du Parti communiste chinois (PCC), a rejeté les explications de l'OTAN, qualifiées d'« arguties ». « Trois missiles ont atteint l'ambassade en provenance de trois directions différentes, ce qui met entièrement à nu les intentions malveillantes des agresseurs », selon le journal.

Le gouvernement yougoslave a lui aussi estimé qu'il s'agissait

d'« un crime délibéré », ajoutant que l'ambassade de Chine était « nettement signalisée et séparée des bâtiments les plus proches, ce qui montre l'intention claire des agresseurs ».

Le président Milosevic a adressé ses condoléances à Pékin, où quelque 3000 manifestants, selon *Chine Nouvelle*, ont défilé devant l'ambassade des États-Unis, jetant des pierres et des bouteilles contre le bâtiment, sous le regard impassible de la police. Une seconde manifestation a eu lieu dans la soirée.

D'autres rassemblements de protestation ont été organisés en Chine, à Canton (sud) et Shanghai (est), ainsi qu'à Hong Kong et à Londres. Des manifestants ont incendié le consulat des États-Unis à Chengdu, dans le sud-ouest de la Chine, selon des témoins.

Le bombardement de l'ambassade intervient au moment où le processus diplomatique semblait relancé par l'accord jeudi à Bonn du G8 (dont la Russie) sur une solution politique pour le Kosovo, qui laissait espérer l'adoption prochaine d'une résolution au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Conseil, réuni dans la nuit à la demande de la Chine qui y dispose d'un droit de veto, s'est dit « bouleversé et préoccupé » mais a aussi noté « que l'OTAN a ouvert une enquête » et exprimé « des regrets ».

Le président russe Boris Eltsine a appelé les pays de l'OTAN à « mettre fin à l'effusion de sang », déclarant que la Russie était « choquée » par le bombardement de l'ambassade de Chine, qu'il a qualifié d'acte « totalement arbitraire ». Son ministre des Affaires étrangères Igor Ivanov a qualifié ce bombardement de « provocation criante » et de « défi à la communauté internationale ».

La mort de Fehmi Agani, un proche conseiller de M. Rugova, pourrait également compliquer le processus diplomatique.

## L'ambassade des États-Unis envahie par des manifestants

d'après AFP et AP PÉKIN

Plusieurs manifestants sont parvenus à escalader aujourd'hui le mur d'enceinte de l'ambassade de Chine à Pékin devant laquelle plus de 20 000 personnes protestaient contre le bombardement de l'ambassade de Chine la veille à Belgrade.

Quatre ou cinq manifestants ont escaladé le mur pour se retrouver à l'intérieur du parc de la mission di-

plomatique. Plusieurs policiers les ont suivis, escaladant le mur également pour tenter d'interpeller les manifestants.

D'autre part, des manifestants chinois ont pénétré dans un consulat des États-Unis à Chengdu, dans le sud-ouest de la Chine et mis le feu à la résidence du consul général, a-t-on appris ce matin auprès d'un porte-parole de l'ambassade des États-Unis à Pékin.

## Le Nouveau-Brunswick ira aux urnes le 7 juin

LE NOUVEAU-BRUNSWICK / Suite de la page A1

Au moment d'en appeler au peuple, les libéraux jouissent d'une forte majorité à l'Assemblée législative: 45 libéraux, neuf conservateurs et un néodémocrate, le chef Elizabeth Weir. Au cours de la dernière année, les conservateurs ont remporté deux de trois élections partielles.

## Nouveau

Ce qui est intéressant à surveiller dans le cadre de ces élections au Nouveau-Brunswick, c'est la performance des deux principaux chefs qui tenteront tous les deux de se faire élire premier ministre pour une première fois.

Le premier ministre acadien, Camille Thériault, a fait partie de l'équipe de Frank McKenna dès 1987, pour succéder à ce dernier l'an dernier. Le conservateur Bernard Lord, lui, a succédé à Bernard Valcourt comme chef, avant de se faire élire au cours d'une partielle à Moncton. Ce sont donc deux nouveaux chefs pour le scrutin général.

Thériault est dans la jeune quarantaine, Lord dans la trentaine. Tous les deux bilingues, ils ont fréquenté l'Université française de Moncton. Habiles orateurs tous les deux. La campagne promet d'être enlevante.

Les libéraux ont du pain sur la planche. Thériault traîne sur ses épaules quelque douze ans de pouvoir libéral, ce que lui reproche son adversaire qui se lance en campagne avec le slogan « Pour une nouvelle Vision du Nouveau-Brunswick ».

Comme c'est le cas pour la plupart des provinces canadiennes, le



Le premier ministre du Nouveau-Brunswick Camille Thériault saluait hier des partisans en montant dans son autocar de campagne, après avoir annoncé des élections générales pour le 7 juin prochain.

dossier du financement de la santé sera au cœur du débat électoral. Partout, on manque de médecins et d'infirmières. Les libéraux promettent déjà l'embauche de nouvelles infirmières.

Les conservateurs misent de leur côté sur une promesse de décentraliser les pouvoirs, que l'ancien premier ministre Frank McKenna conservait en maître.

Malgré des efforts importants,

avec des campagnes agressives à l'extérieur de la province, pour attirer des investisseurs, le Nouveau-Brunswick est encore aux prises avec un taux de chômage de plus de 10 %. La région du nord de la province est cruellement touchée par des taux de chômage allant jusqu'à 30 % certaines saisons. Les ressources forestières sont en baisse, tandis que l'industrie de la pêche connaît des années difficiles

avec la réduction des stocks.

L'industrie la plus florissante demeure le tourisme, avec des retombées de près d'un milliard par année. Des sommes importantes sont maintenant consacrées à l'amélioration des infrastructures touristiques. Il est intéressant de noter que le Québec est encore le meilleur client du Nouveau-Brunswick, avec quelque 400 000 visiteurs par année.

La Presse

Renseignements : (514) 285-7272  
Abonnement : (514) 285-6911  
Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi de 7 h à midi  
Dimanche de 7 h à 11 h  
Rédaction : (514) 285-7070  
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30  
Décès, remerciements : (514) 285-6816  
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces  
Détailants : (514) 285-6931  
National, TéléPlus : (514) 285-7306  
Carrières et professions,  
Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité  
Grandes annonces : (514) 285-6892  
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,  
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.  
<http://lapresse.infinit.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -  
Contrat de vente numéro 0531650  
Port de retour garanti. (USPS003692)  
Champlain N.Y. 12919-1518.

## LOTERIES

La quotidienne  
à trois chiffres : 291  
à quatre chiffres : 3863  
6/49: 3 4 9 24 46 49 Compl. 8  
avec extra: 9 3 7 3 6 7

## INSOLITE

## Obi-Wan Kenobi

■ Deux semaines avant la sortie de la suite de *La Guerre des étoiles*, une enseignante de 28 ans de Durham vient d'obtenir le droit de changer son prénom: Jennifer Briggs s'appellera désormais Obi-Wan Kenobi Briggs, du nom d'un des héros de la série (le dernier chevalier Jedi, en français Ben Kenobi, interprété par Alec Guinness). Dans un premier temps, Mlle Briggs avait pris cette décision pour gagner 1000 \$ offerts par une radio locale pour ce défi. Un greffier avait cependant refusé de donner suite à sa demande, prétextant qu'« on ne change pas de prénom juste pour le week-end ». Mais Jennifer Briggs avait précisé par écrit que c'était sérieux et qu'elle avait l'intention de changer son prénom définitivement, sur tous ses papiers d'identité. Lundi dernier, le greffier a accédé à sa demande.

## DEMAIN DANS LA PRESSE



## Pour faire oublier la T100

■ Il est indéniable que la Toyota Tundra est la camionnette la plus rapide et la plus confortable de sa catégorie. Ajoutez à cette célérité, une finition impeccable, une fiabilité réputée et des prix très compétitifs, et tout serait parfait, ne serait-ce du gabarit trop modeste de la camionnette qui, craint notre chroniqueur Denis Duquet, risque de dissuader certains consommateurs. À lire demain dans le cahier Auto.

## QUESTION DU JOUR

La Presse  
Service Liaison  
Vous voulez vous faire entendre?  
Répondez à la question du jour.  
Pour faire connaître votre opinion, composez le  
(514) 285-7333; au son de la voix, faites le 1.

## Selon vous, le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade aura-t-il des conséquences politiques dévastatrices pour les pays de l'OTAN?

Selon Québec, les municipalités n'échapperont pas aux fusions. Êtes-vous d'accord?  
À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 65 %  
Non: 35 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Pour les réfugiés du  
**KOSOVO**

Le Haut-Commissariat pour les réfugiés et le Gouvernement albanais ont demandé à Oxfam International de prendre en charge l'approvisionnement de l'eau et la gestion des équipements sanitaires destinés à des milliers de réfugiés.

Votre don permet à Oxfam-Québec d'AGIR MAINTENANT.

S. V. P., libeller votre chèque ou mandat postal à Oxfam-Québec et mentionner KOSOVO / CP9919

Oxfam  
Québec

2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200  
Montréal H3J 2Y2  
(514) 937-1614 ou 1-877-693-2672

### Le mot du jour blooper (suite)

■ La semaine dernière, j'ai proposé de traduire blooper par scène ratée. Sans contester cette traduction, Victor Trahan, traducteur émérite et lecteur fidèle, m'en a fait parvenir quelques

autres, tirées des fiches linguistiques de Radio-Canada. On peut donc traduire blooper par gaffe de tournage ou raté de tournage. Et quand on réalise un montage de séquences ratées, on peut parler de bêtisier.

Paul Roux

## L'EXPRESS DU MATIN



### Poignardé à mort

■ Un homme de 18 ans, Simon Jarry, de Châteauguay, a été poignardé à mort vers 1 h 30 samedi, lors d'une bagarre qui a éclaté à la sortie du bar Singapour, au 83 rue Saint-Laurent, à Beauharnois. La victime a été atteinte de plusieurs coups de couteau. On l'a transportée au centre hospitalier Anna-Laberge, où les médecins n'ont pu que constater son décès. Vers 4 h 20, un homme de 21 ans, de Beauharnois, a été arrêté relativement à ce meurtre et comparaitra lundi au palais de Justice de Valleyfield.

### Vol de figurines

■ Un camion-remorque chargé de figurines de la Guerre des étoiles a été cambriolé vendredi matin à Longueuil. La valeur de la cargaison du véhicule est estimée à 300 000 \$ et le vol survient à quelques jours de la sortie du nouveau film de la Guerre des étoiles, lequel suscite beaucoup d'intérêt de la part de collectionneurs d'articles à l'effigie des personnages de la série. Les revenus de vente de tels objets depuis la parution du premier film en 1977 totalisent 4,5 milliards US.

### Face à face sur la 20

■ Une femme de 42 ans, Jocelyne Gagné, de LaSalle, a perdu la vie sur l'autoroute 20 hier matin à la hauteur de la sortie 261, à Val Alain, non loin de Québec. Pour une raison encore inconnue, le véhicule que conduisait la dame, et qui circulait en direction est, a quitté la voie, traversé le terre-plein de la voie rapide et est entré en collision frontale avec un camion-remorque qui venait en sens inverse. L'impact a été très violent et le camionneur n'a rien pu faire pour éviter la collision. Une femme qui prenait place en tant que passagère dans l'automobile a été légèrement blessée. Ni la vitesse, ni l'alcool ne semblent être en cause. La police croit que la dame se serait peut-être endormie au volant ou aurait été victime d'un malaise. Une autopsie sera pratiquée en début de semaine afin de déterminer la cause de la mort.

### Accident de VTT

■ Un homme de 33 ans, Claude Lapointe, de Granby, a perdu la vie, vendredi en fin de journée au Lac-Bouchette, au Saguenay, après avoir perdu la maîtrise du véhicule tout-terrain qu'il conduisait. Une femme qui prenait place sur le siège, à l'arrière de la victime, s'en est tirée indemne lorsque le VTT a fait une embardée.

### Incendie dans un garage

■ Un incendie qui s'est déclaré dans un garage de Saint-Liboire, dans la région des Bois-Francs, hier vers 8 h 20, a complètement détruit le bâtiment et un bélier mécanique qui s'y trouvait. Les flammes, dont l'origine semble accidentelle, auraient fait des dommages de près de 300 000 \$. Personne n'a été blessé.

### Simulation chez Molson

■ La brasserie Molson et le Service de prévention des incendies de Montréal ont uni leurs efforts hier matin lors d'une simulation d'accident industriel. La simulation avait pour but de s'assurer que le plan des mesures d'urgence de la Brasserie de la rue Notre-Dame et celui du SPIM étaient adéquats et efficaces. Durant près de trois heures, 24 camions d'incendie, de nombreuses ambulances, des véhicules de police et d'Environnement Québec étaient cordés le long de l'édifice du 1500, rue Notre-Dame Est, près du pont Jacques-Cartier. La circulation automobile à la sortie Papineau-Pont Jacques-Cartier de l'autoroute Ville-Marie a été fermée ainsi que certaines rues du secteur.

# Une affaire de mère, de fille et de grands-mères

CHRISTIANE DESJARDINS

L'aventure dans laquelle Marie-Christine Hivon s'est lancée en 1992 aurait pu ne durer que le temps des roses. Après tout, elle n'avait que 15 ans quand elle a fondé son propre gîte du passant, à Sainte-Elisabeth, près de Joliette. Et voilà qu'elle entreprend son huitième été à la tête de sa petite entreprise.

« Une chance que j'avais ma mère et mes grands-mères », lance la jeune femme en riant.

Il est vrai que ce n'est pas la première mère venue qui accepterait d'aller dormir au sous-sol été après été, pour que sa fille transforme les autres étages de la maison en gîte du passant dans le cadre de son emploi d'été. C'est pourtant ce qu'a fait Micheline Adam, la mère de Marie-Christine. André Hivon, père et mari, a lui aussi pris le chemin du sous-sol sans sourciller. « De toute façon, on a toujours préféré le sous-sol pour dormir l'été, c'est plus frais », rigole Micheline Adam.

Si le gîte Chez Marie-Christine est l'affaire de la fille, c'est aussi un peu beaucoup celle de sa mère, qui lui donne un fameux coup de main, et de ses deux grands-mères qui lui ont transmis leurs talents et leur savoir-faire. Les grands-mères, bien qu'elles aient atteint et même dépassé l'âge vénérable de 80 ans, n'hésitent pas à mettre la main à la pâte pour aider leur petite-fille.

La spécialité de Béatrice Adam, 85 ans, c'est la couture et les fleurs. Marie-Christine ne compte plus les napperons, tous plus beaux les uns que les autres, que Béatrice lui confectionne pour son gîte. L'amour des fleurs, quant à lui, est bien évident, puisque la jeune fille décore les plats qu'elle sert au déjeuner avec des fleurs comestibles.

Fernande Yvon, 80 ans, grand-mère paternelle de Marie-Christine, est une cuisinière hors pair, la reine du sucre à la crème et de la compote maison. Chaque année, elle mijote des petits pots pour la table de Marie-Christine. À l'occasion, elle vient même « garder » le gîte si la jeune fille et sa mère ont à s'absenter pour quelques heures.

Micheline, 50 ans, a pour sa part enseigné les rudiments du « savoir-recevoir » à sa fille. « Au début, ses standards étaient moins élevés que les miens, il lui arrivait de tourner les coins ronds dans le ménage. Je passais derrière elle, avoue Micheline en riant. Je lui ai expliqué que ça devait être impeccable, et elle a appris à s'organiser. »

Enseignante au secondaire, Micheline connaît bien les besoins des adolescents. « À 15 ans, ça te tente des fois de sortir avec tes amis et de rentrer tard. Quand elle m'a parlé de son projet au début, je lui ai expliqué que c'était beaucoup de



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

Une complicité qui fait plaisir à voir entre Marie-Christine Hivon, 22 ans, sa mère, Micheline Adam, 50 ans, et ses deux grands-mères, Fernande Hivon, 80 ans, (à droite), et Béatrice Adam, 85 ans, au centre.

responsabilités. Je ne voulais pas la surcharger et lui demander ce que moi je n'aurais pas fait à 15 ans. Je lui ai dit : essaie, je vais t'aider, et si tu n'aimes pas ça, on le fermera. » « Finalement, on a développé une belle complicité, poursuit Micheline, et le fait d'être deux nous permet de nous donner de l'air. Parfois, c'est nous, André et moi, qui partons en vacances pour quelques jours, parfois c'est elle. Maintenant, elle est as-

sez bonne et responsable pour tenir le gîte toute seule quand je ne suis pas là. »

De mère en fille, la tradition se maintient. La décoration, les tables fleuries, les déjeuners époustouflants faits entièrement maison sont leur dada à toutes les deux. Pour en rajouter, Marie-Christine termine actuellement ses études d'enseignante, comme sa mère. Un travail qui lui laissera tous ses étés pour s'occuper de son gîte du passant...

## Une mini-tornade frappe le centre-ville de Hull

RAYMOND GERVAIS

Six personnes ont été blessées légèrement hier en fin d'après-midi à Hull, lorsqu'une mini-tornade a frappé le centre-ville, causant de nombreux dommages.

Le tourbillon a été aperçu à 17 h 09 et a pris tout le monde par surprise.

Le vent s'est élevé soudainement et des bourrasques ont arraché des fils électriques et des enseignes de commerce, déraciné des arbres, endommagé des toitures et fait voler de nombreuses vitres en éclats. Des vitrines de magasins ont aussi été fracassées, blessant des passants. Des poteaux d'Hydro-Québec ont été brisés, causant des pannes d'électricité et des problèmes de circulation dans le centre-ville de Hull.

Quatre clients d'un restaurant ont été blessés par des éclats de verre lorsque la vitrine du commerce a éclaté sous la force du vent.

De nombreuses branches d'arbres ont été brisées et se sont retrouvées sur la chaussée, perturbant la circulation automobile.

Les policiers, les pompiers et le service des travaux publics de Hull ont mis sur pied un plan d'urgence afin de rétablir l'ordre dans les plus brefs délais.

Des témoins ont affirmé avoir eu la frousse lorsque tout autour d'eux s'est mis à voler.

Chez Environnement Canada, les météorologues se sont dits surpris du phénomène. Même si, durant une bonne partie de la journée, différents systèmes se sont développés et une certaine instabilité de l'air a été notée, rien ne laissait prévoir la formation d'une tornade.

## La foudre cause trois feux

Selon le Service de prévention des incendies en forêt, les orages de vendredi ont causé trois feux de forêt aux environs de Sept-Îles et dans le nord de la région du Témiscamingue.

Ces feux ont déjà été maîtrisés.

Jusqu'à maintenant cette année, 206 incendies se sont déclarés, brûlant 307 hectares de forêts.

La moyenne des cinq dernières années se chiffre à 81 feux à pareille date.

## HONDA blainville

Toujours le meilleur prix  
C'est garanti!

Civic  
Édition spéciale  
16 900 \$\*\* à l'achat OU **238 \$\***  
par mois, location 48 mois



• Climatiseur • Déverrouillage sans clef • Serrures électriques et bien plus...

**Aussi offres incroyables sur :**  
• Accord • Odyssey • Prelude • Civic etc

**Le plus vendu de sa catégorie**  
CR.V 4X4



**25 988 \$\*\* à l'achat OU **338 \$\*****  
par mois, location 48 mois

Incluant :  
• Système RealTime à 4 roues motrices • Climatiseur • Freins ABS  
• Groupe électrique • Régulateur de vitesse  
• Radio AM/FM stéréo cassettes • Table de pique-nique  
• Et bien plus...

\* Location 48 mois, 96 000 km inclus. Comptant ou échange équivalent Civic : 1 450\$.  
CR-V : 2 675\$. Transport et préparation inclus. \*\* Taxes, transport et préparation en sus

**Plus que jamais! La place pour votre Honda**

www.hondablainville.com

## de blainville

TÉLÉPHONEZ-NOUS ET ÉCONOMISEZ  
(514) 875-1920 (450) 435-1122  
700, BOUL. CURÉ-LABELLE, SORTIE 25, AUTOROUTE DES LAURENTIDES

# L'UMQ propose un plan de négociations : le pacte fiscal d'abord, les fusions ensuite

MARIE-CLAUDE GIRARD

Reconnaissant à son tour que le statu quo n'est plus possible, l'Union des municipalités du Québec a proposé hier au gouvernement un scénario de négociations sur la fiscalité, les relations de travail et les fusions municipales, une proposition que la ministre des Affaires municipales, Louise Harel, a bien accueillie, mais avec certaines réserves.

Au terme de ses assises annuelles, l'UMQ a convenu d'un plan de match précis : régler d'abord la question du pacte fiscal d'ici le 20 octobre, donc avant les budgets de novembre, assouplir ensuite les lois du travail et s'attaquer finalement à la restructuration des municipalités. « Il y aura probablement des discussions simultanées, mais il faut un ordre de résultats », a expliqué en entrevue le président de l'UMQ, Mario Laframboise.

Les maires s'inquiètent que le gouvernement choisisse d'agir

d'abord sur les structures municipales et obtienne leur accord en gardant sur la glace le pacte fiscal promis.

Le gouvernement va probablement essayer de « forcer sur les structures », dit M. Laframboise. « C'est pourquoi on est prêt à ouvrir trois chantiers, mais avec des obligations de résultats sur la fiscalité en premier. » Cela implique que les municipalités s'entendent d'ici l'automne sur les questions de fiscalité d'agglomération et de rééquilibrage des villes centres par rapport à leurs voisines.

La ministre Harel a fait savoir qu'elle allait soumettre la proposition de l'UMQ au gouvernement dans les meilleurs délais. De plus, avant d'annoncer un échéancier, elle doit encore en discuter au conseil des ministres, a indiqué hier son attachée de presse, Annick Bélanger. Mme Harel a toutefois souligné, par voie de communiqué, qu'on ne pourra pas aborder séparément le pacte fiscal, les relations de travail et les réorganisations municipales.

M. Laframboise dit être convaincu qu'avec des modifications aux lois du travail, les fusions pourraient faire économiser des taxes à une grande majorité de ci-



Le gouvernement va probablement essayer de « forcer sur les structures », pense Mario Laframboise.

toyens. L'UMQ soutient que les réorganisations municipales ne seront possibles que si on peut garantir aux citoyens une économie sur leur compte de taxes.

Mme Harel ne semble pas tout à fait du même avis. Elle déclarait vendredi que la rentabilité des fusions ne se mesure pas qu'à la baisse du fardeau fiscal de certains contribuables, mais aussi à l'accroissement de la richesse collective et à la capacité d'affronter la compétition internationale.

Pourquoi régler le pacte fiscal avant les relations de travail ? Si on va chercher de nouvelles sources de revenus et si on rééquilibre le fardeau des villes centres, la demande sur les employés municipaux sera peut-être moins grande, note M. Laframboise. « Si on ne faisait que des fusions, il faudrait économiser beaucoup trop d'argent sur la masse salariale. »

« C'est impensable de faire des fusions si on est pris, par exemple, avec la Loi sur l'organisation territoriale municipale actuelle qui fait que, dans le cas d'une fusion, tous les employés doivent être reclassés. »

Par ailleurs, l'UMQ reste farouchement opposée à la création d'un gouvernement suprarégional que propose le rapport Bédard.

## Les familles d'accueil se réunissent « pour parler »

NATHALIE NOLIN

Des histoires d'horreur concernant les enfants, les familles d'accueil en ont entendu parler en long et en large. Mais elles ont aussi vu des « cas » redevenir des êtres accomplis et heureux. Le rôle de famille qui accueille ces jeunes abusés, violents, rejetés, n'est sûrement pas facile à jouer. Un premier colloque pour les familles d'accueil de Montréal s'est tenu hier sous le thème « Faut se parler ».

Quelque 400 parents se sont réunis pour discuter en ateliers des différents problèmes qu'ils vivent. Les enfants qui les accompagnaient se sont amusés pendant ce temps avec l'animateur d'émissions jeunesse et auteur Manuel Hurtubise qui a écrit un livre à propos des jeunes. Le ministre délégué à la santé, aux services sociaux et à la protection de la jeunesse, Gilles Baril, s'est adressé aux familles d'accueil sur un ton convaincant : « Je suis extrêmement impressionné par ce rassemblement... » Comme vous le savez, étant moi-même orphelin et ayant été adopté par une famille d'accueil en Abitibi-Témiscamingue, je suis conscient de ce que vous apportez aux enfants. »

Il a rappelé les grandes lignes de son plan d'action triennal visant à mobiliser les différents secteurs d'intervention. L'objectif poursuivi rejoint la problématique exprimée par les familles d'accueil. Au terme des ateliers, les difficultés de communication entre les différents intervenants, soit les travailleurs sociaux, les familles naturelles et d'accueil sont ressorties. Par exemple, certains enfants sont pris en charge par les frères ou belles-sœurs des parents naturels. Il devient alors difficile pour la famille désignée par l'État (qu'on appelle « spécifique » dans le jargon) de remplir son rôle parental lorsque le parent naturel est le frère et qu'il appelle tous les jours ou demande de voir l'enfant, même si la protection de la jeunesse le lui interdit.

La famille d'accueil est alors prise dans un dilemme : comment concilier les demandes de la famille naturelle et le bien-être des enfants qui leur ont été confiés ? Le ministre Baril a invité les familles à lui faire part de leurs préoccupations et de leurs recommandations à la suite de ce colloque.

La présidente de l'Association des familles d'accueil du Montréal Métropolitain, Jacqueline Boucher, a fait remarquer le besoin des familles d'accueil de se ressourcer, d'une part, et de se faire respecter des nouveaux intervenants, d'autre part. Les changements constants dans le système de la protection de la jeunesse semblent causer du souci aux familles qui tentent d'offrir un foyer stable à un enfant. Elles ne se sentent pas nécessairement appuyées par le système. Le ministre Baril les a qualifiées de partenaires importants dans ce réseau. « Vous avez été les premiers modèles de désinstitutionalisation, vous permettez aux jeunes de sortir des centres de réadaptation. » Il a admis que toutes les réformes, les nouvelles conventions ne remplacent pas le soutien apporté par les familles d'accueil. « L'amour ça ne se « conventionne » pas, ça ne se réglemente pas. Les jeunes en cette fin de millénaire ont justement besoin de beaucoup d'amour », a-t-il souligné.

### Les enfants

Claire Pimparé, alias Passe-Carreau dans l'émission pour enfants Passe-Partout, était présente également à ce colloque. Depuis six ans, Mme Pimparé reçoit sur sa ferme en camp d'été des jeunes dans le besoin sur les plans physique et affectif.

« Je pense, comme le ministre Baril l'a indiqué dans son discours, qu'il faut lâcher la grosse machine et assurer plus de stabilité pour les enfants. Quand ils sont transférés d'un centre ou d'une famille à l'autre, ils perdent confiance en leurs moyens et en la vie », a-t-elle affirmé.



PHOTO ROBERT SKINNER, La Presse

## Contre la guerre en Yougoslavie

Environ 200 personnes, principalement des membres des communautés serbe et grecque, ont défilé hier sur la rue Sainte-Catherine pour protester contre les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie. La marche s'est déroulée dans le calme, bien que des manifestants aient été pris à partie par des passants à quelques occasions. L'Association serbe tient des manifestations presque chaque jour à Montréal depuis le début des frappes, le 25 mars dernier.

## Le PLC en consultation à Montréal

MARIE-CLAUDE GIRARD

Les consultations publiques de la section québécoise du Parti libéral du Canada ont fait escale hier à Montréal, histoire de permettre aux ministres, députés et sénateurs de prendre le pouls d'une population particulièrement préoccupée par le chômage, l'assurance-emploi et le sort de ses jeunes, aînés et minorités ethniques.

« Ce qu'il y a de particulier à Montréal, c'est la diversité croissante de la population. Il nous faut vraiment trouver des moyens de travailler davantage à l'intégration de la nouvelle population, par des équipements collectifs, par l'éducation, la formation, des mesures reliées à l'emploi. C'est vraiment le défi que nous avons », a commenté Yvon Charbonneau, député d'Anjou-Rivière-des-Prairies.

En plus des questions de taxation et d'aide aux petites entreprises, le ministre des Finances, Paul Martin, a retenu des interventions intéressantes sur le travail autonome. « C'est vraiment un domaine sur lequel il va falloir que le gouvernement se penche. » On lui a aussi adressé un plaidoyer pour la classe moyenne, a rappelé sa collègue, la ministre Lucienne Robillard, également présente aux consultations qui se tenaient simultanément dans l'est et dans l'ouest de la ville.

Ces assemblées, qu'on veut non partisans, en sont à la moitié de leur parcours au Québec. Dans les six villes visitées jusqu'ici, M. Charbonneau a senti une préoccupation commune : « Dans toutes les assemblées, il y a un souhait que le gouvernement fédéral continue d'investir dans le social, l'économique, le culturel, et dans tout ce qui fait la qualité de vie de la population du Québec. »

Ces consultations du PLC se termineront le 12 juin à Alma et Val-d'Or.

### LA NOUVELLE SONATA

ENTIÈREMENT REPENSÉE POUR 1999

SONATA GL A PARTIR DE **229\$\*** MOIS

FINANCEMENT À PARTIR DE 1,8% disponible

INCLUANT UNE LONGUE LISTE D'ÉQUIPEMENTS STANDARDS COMME : LA TRANSMISSION AUTOMATIQUE, LA CLIMATISATION, LE GROUPE ÉLECTRIQUE, 2 COUSSINS GONFLABLES ET BEAUCOUP D'AUTRES (MOTEUR 6 CYLINDRES DISPONIBLE, 3 VERSIONS GL ET GLS)

VENEZ LA VOIR ET L'ESSAYER !

**HYUNDAI**  
Une ère nouvelle

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

<b>NORD</b> CHAMBERY HYUNDAI 985-6000 DESARIEUX HYUNDAI Lara 688-6393 HAMEL HYUNDAI St-Eustache 874-6449	<b>OUEST ET FRÈRES</b> HYUNDAI Terrebonne 471-4647 HYUNDAI AUTO St-Jérôme 51-2106 St-Amand 432-4252 HYUNDAI BLAINVILLE 434-5484	<b>EST</b> HYUNDAI GABRIEL Anjou 329-7777 HYUNDAI REPENTIGNY 856-7794	<b>CENTRE</b> COITEX HYUNDAI Montréal 521-3201 MÉTRO HYUNDAI Montréal 485-9911	<b>OUEST</b> ULSAN HYUNDAI Dorval 683-5702 HYUNDAI VAUDREUIL 455-3677 VALLEYFIELD HYUNDAI 370-3339	<b>SUD</b> HYUNDAI CASAVANT St-Hyacinthe 774-6344 / 861-5028 HYUNDAI DE CHATEAUGUY 899-9555 LA PRAIRIE HYUNDAI 598-2590 HYUNDAI VARENNES 682-4676	<b>LES AUTOMOBILES</b> CLOGNON INC. St-Jean-sur-Richelieu 348-6817 LONGUEUIL HYUNDAI 670-2980 ST-RAY AUTO INC. Chambly 875-1958
--	---	--	--	---	---	---

### Le Foyer de jeunes travailleurs, une entreprise sociale innovatrice

foyer de jeunes travailleurs et travailleuses de montréal inc.

Tél. (514) 522-3198

### Cours de cuisine

Pour mieux cuisiner à la maison

**LA CUISINE AU B.B.Q.**  
Durée : 2 cours de 3 heures Plusieurs dates disponibles en après-midi, soirée et fin de semaine

360, rue du Champ-de-Mars, Montréal  
Métro Champ-de-Mars • Stationnement public  
Tél. : (514) 393-8111

**ACADÉMIE CULINAIRE** [www.academieculinare.com](http://www.academieculinare.com)  
Venez voir notre recette du jour sur Internet

### OFFREZ-VOUS LE SAGUENAY!!!

**CROISIÈRE MARJOLAINE**

vous propose une «FABULEUSE AVENTURE»

Le forfait inclut :

- Hébergement pour 2 nuits (occ. dble)
- 2 petits déjeuners
- Croisière sur le Saguenay à bord de LA MARJOLAINE
- Dîner à l'auberge du Presbytère de Ste-Rose-du-Nord

**149\$<sup>95</sup>**  
PAR PERS. OCC. DOUBLE

**OPTION :** La fabuleuse histoire d'un royaume, Paris Folies ou Québec Issime **174\$<sup>95</sup>** p.p. occ. dble

**HÉBERGEMENT**  
Hôtel Le Parasol  
Chambre confortable avec vue panoramique sur la rivière Saguenay et Chicoutimi

**CROISIÈRE**  
D'une demi-journée sur le majestueux Saguenay à bord de LA MARJOLAINE commentée par notre naturaliste incluant une escale de deux heures au pittoresque petit village de Ste-Rose-du-Nord

**DISPONIBLE À PARTIR DU 27 JUIN AU 30 AOÛT 1999**  
Réservations sans frais **1-800-368-7248** Toutes taxes en sus 2750016

# Le matin de la fête des Mères



**Stéphane Laporte**

collaboration spéciale

**D**imanche, 8 h. C'est la fête des Mères. Bertrand, mon grand frère de 14 ans, Dominique, ma grande sœur de 11 ans et moi, le petit pou de 7 ans, nous nous levons, sur la pointe des pieds. Et nous allons dans la cuisine. Sans faire de bruit. On veut faire une surprise à maman. Toute l'année, chaque matin, elle nous prépare notre petit déjeuner. Ce matin, c'est à notre tour. On va lui servir son petit déjeuner au lit.

Ça fait au moins cinq ans que le matin de la fête des Mères, on lui prépare la même surprise. Et pourtant, ça marche à tout coup ! Chaque fois, elle a l'air tellement surprise et contente qu'on se promet de remettre ça, l'année suivante. Et on prend ça au sérieux. On ne veut pas rater notre coup. On est affairés...

Bertrand sort le plateau, rangé tout en haut de l'armoire. C'est le seul de nous trois qui est capable de le rejoindre ! Dominique se met à faire cuire un oeuf. Pendant que mon frère prépare le bacon. Et moi, je mets des Corn Flakes dans un bol. Je n'ai jamais vu ma mère manger des Corn Flakes de sa vie.

Mais moi, tout ce que je sais faire, en cuisine, c'est mettre des Corn Flakes dans un bol. Alors j'espère qu'elle aimera ça. Je sais aussi faire des rôties. Je mets deux tranches de pain dans le grille-pain. Ma sœur vient pour déposer son oeuf dur dans le petit cocotier. Mon frère veut voir s'il est bien cuit. Il le frappe sur le coin du comptoir. Et il le casse en deux. Ma sœur devient bleue. Elle commence à crier après Bertrand. Mon frère lui répond avec sa grosse voix. Moi je crie très fort : « Chut, vous allez réveiller maman ! » Tout le monde se ferme. Ma sœur, l'oeil contrarié, fait cuire un autre oeuf. Pendant que mon frère, les dents serrées, enlève son bacon tout râtiné du feu. Au même moment, le grille-pain me renvoie mes deux rôties. Carbonisées. Je vais en faire d'autres. Il n'y a plus de pain. Je vais gratter celles-là. Je suis déçu. Je dis à mon frère et ma sœur :

« Si vous vous étiez pas chicanés, j'aurais pas raté mes rôties ! »

La chicane reprend. On rehausse le ton. Tout à coup, on entend mon père tousser très fort. On se la ferme. Chaque fois que mon père voulait nous faire taire, il n'avait pas besoin de parler, il avait juste à tousser très fort. On comprenait ce que ça voulait dire. Taisez-vous, sinon je vais m'en mêler. On se taisait. Ma sœur dépose son oeuf dans le cocotier. Mon frère met son bacon râtiné dans une assiette, à côté des toasts calcinés. Et moi je verse le lait sur les Corn Flakes. Tout est prêt. Bertrand prend le plateau, pendant que ma sœur me demande :

« Stéphane, as-tu la carte ? »

Oups ! J'ai oublié de faire la carte. Je devais la dessiner hier soir. Mais j'ai oublié. J'ai dessiné des joueurs de hockey à la place. Mon frère dépose le plateau. Je m'en vais

chercher mes crayons-feutres et du papier. Et je m'installe sur la table de cuisine...

Je sors ma langue et je m'applique. Je dessine mon frère, ma sœur et moi en train d'apporter le petit déjeuner à ma mère. Puis je dessine ma mère dans son lit avec un grand sourire. Et mon père, à côté d'elle, qui ronfle. Et ma chatte, elle aussi, à ses pieds. Puis de l'autre côté de la feuille, je dessine un grand coeur, et dedans j'écris : « Maman, on t'aime ! » Et je signe Stéphane avec plein de bacs. Mon frère signe son nom et ma sœur aussi. OK c'est beau, on est prêt ! Mon frère ramasse le plateau. Oups, non, attendez ! J'ai oublié de signer le nom de Fétique, notre chatte. Mon frère dépose le plateau. Je reprends la carte. Et je rajoute le nom de Fétique.

Cette fois, c'est vrai. On est prêt ! Mon frère reprend le plateau dans ses bras. On se dirige vers la chambre de mes parents. Je demande à ma sœur si elle a le cadeau. On a oublié le cadeau. On retourne dans la cuisine. On a acheté des fleurs à ma mère. Et pour qu'elle ne les voie pas, on les avait cachées dans la garde-robe de ma sœur. Depuis jeudi. Elles sont un peu fatiguées. Pour ne pas dire fanées. Mais c'est pas grave. C'est l'intention qui compte.

On est reparti. Mon frère reprend le plateau dans ses bras. Ma sœur tient le pot de café. Et moi, j'ai les fleurs de jeudi dans les mains. On approche de la chambre de nos parents. Sans faire de bruit. Et puis arrivés près de leur lit, on crie : « Bonne fête des Mères, maman ! » Ma mère se réveille. Toute surprise. Et heureuse. Mon père toussé un peu et continue de dormir. Mon frère installe le plateau sur les jambes de maman pendant que ma sœur lui met des oreillers dans le dos.

« Les enfants, que vous êtes fins, vous

n'auriez pas dû. Je m'attendais vraiment pas à ça... »

On tasse un peu mon père et on s'installe dans le lit. Les trois. Ma mère commence à lire la carte. Elle sourit. Elle nous embrasse. Elle met ses jolies fleurs fanées dans le pot sur sa table de chevet. Il était déjà là. Quel drôle de hasard. Puis elle regarde son petit déjeuner en disant :

« Hum, que ça a l'air bon... »

Et elle se met à manger son oeuf cuit dur pas trop cuit et très froid, son bacon râtiné et froid, ses rôties carbonisées et froides. Et même ses Corn Flakes toutes molles. Elle mange tout. Sans rien laisser. L'amour d'une mère n'a pas de limite.

« Les enfants, je n'ai jamais mangé un aussi bon petit déjeuner... »

On est content. On est fier de notre coup. On se regarde, Bertrand, Dominique et moi. Et on se fait des clin d'oeil. On pense déjà à refaire la même surprise à maman, l'an prochain. Pour la sixième fois...

Un jour, il est venu un temps où on n'a plus fait cette surprise à maman. On était devenu trop grand. On s'est mis à acheter des belles fleurs fraîches et à l'amener dans des beaux restaurants. C'est bien agréable. Mais j'ai toujours l'impression qu'au fond d'elle, maman regrette les petits déjeuners d'antan. L'odeur des rôties brûlées et des Corn Flakes molles.

Ma chère maman, je veux simplement que tu saches que je me suis autant appliqué pour écrire cette chronique que je le faisais jadis pour dessiner ta carte de la fête des Mères. Et tous ces souvenirs que je ramène, c'est ma façon à moi de te faire un grand coeur et d'écrire dedans : « Maman, on t'aime. » Toujours autant. Même encore plus.

# Pour Bill Clinton, la tornade de l'Oklahoma est la plus dévastatrice qu'il a connue

Agence France-Presse  
DEL CITY, États-Unis

Le président Bill Clinton a estimé hier que la tornade qui s'est abattue le 3 mai sur l'Oklahoma et le Kansas était « la plus dévastatrice » qu'il ait jamais connue.

Rappelant son expérience avec ce genre de catastrophes naturelles lorsqu'il était gouverneur de l'Arkansas, M. Clinton a souligné devant des habitants de Del City (Oklahoma) que les « vies pourraient être sauvées dans presque toutes les conditions si une pièce au moins » pouvait être « correctement protégée » avec du « béton armé » dans chaque demeure.

« Construisez une pièce sûre dans votre maison lorsque vous reconstruisez. Nous serions à même de sauver presque tout le monde si nous parvenons à faire cela », a-t-il ajouté.

Une telle mesure revient pour chaque habitation à un investissement de quelque 2000 \$, a-t-il expliqué.

M. Clinton a promis que les autorités fédérales fourniraient tous les fonds nécessaires à l'État de l'Oklahoma pour aider les personnes aux revenus modestes à financer une telle mesure de prévention.

« Il s'agit de la tornade la plus dévastatrice que j'aie jamais connue (...) C'est très émouvant pour moi », a-t-il dit.

Le président a rendu également hommage à la diligence des services de prévisions météorologiques, qui a permis de sauver des « centaines de vies ».

Bill Clinton, en chemise bleue au col ouvert, avait auparavant circulé à pied parmi les décombres de Del City pour s'entretenir avec la population.

Il était accompagné du gouverneur de l'Oklahoma, Frank Keating, et du directeur de l'Agence fédérale pour les secours d'urgence (FEMA), James Lee Witt.

Le gouverneur de l'Oklahoma s'est félicité qu'aucune mesure de couvre-feu n'ait dû être prise depuis la catastrophe et qu'aucun acte de pillage n'ait été signalé.

M. Clinton avait indiqué hier dans son allocution radiophonique hebdomadaire que les tornades en Oklahoma et dans le Kansas, puis dans le Tennessee et le Texas, avaient provoqué la mort de plus d'une cinquantaine de personnes.



Le président Bill Clinton serre la main d'une victime des tornades au cours de sa visite hier à Del City. Selon lui, plusieurs vies pourraient être épargnées si les résidences étaient munies d'une pièce protégée en béton armé.

**On a tous besoin de stabilité.**

**new balance**

2A 2B 2D 2E 4E

**BOUTIQUE COURIR**

1745, chemin Chambly, LONGUEUIL (Québec) J4J 3X8 (450) 674-4436  
4452, rue Saint-Denis, MONTRÉAL (Québec) H2J 2L1 (514) 499-9600  
2524, boul. Daniel-Johnson, LAVAL (Québec) H7T 2R3 (450) 978-9822

**PILOTER**  
avec une école de première ligne

Pour une carrière ou pour le plaisir  
Prochaine session :  
le 20 mai 18 h 30  
Inscrivez-vous dès maintenant !

**Aerolaxi**  
école de pilotage

6050 route de l'aéroport, St-Hubert, Québec, J3Y 8Y9  
Téléphone : (450) 445-4034  
Fax : (450) 445-2634  
E-mail : aerolaxi@total.net  
Internet : http://www.aerolaxi.ca/

18 h 13

**Vous faites une crise d'hypoglycémie.**

**MedicAlert**  
PARLE POUR VOUS

1-800-668-6381  
www.medicalert.ca

**Solde d'articles ménagers POUR LA FÊTE DES MÈRES**

**VENTE!**

9 MAI FÊTE DES MÈRES

Verrres en acrylique gaufre à motif fruit À compter de 1,99 \$	Ustensiles Gourmet pour barbecue avec manches en bois de rose À compter de 6,99 \$	Panier à pique-nique 14,99 \$
Chandeliers fantaisie variés À compter de 6,99 \$	Plats de service gaufres blanches À compter de 7,99 \$	Coutellerie en acier inox Service pour 6 Manches de couleur variée 29,99 \$
Porte-assiette et pont-serviette en fer forgé À compter de 6,99 \$	Théière individuelle (motifs variés) 9,99 \$	Bols et assiettes gaufres (motif fruit) 15,99 \$
Service de vaisselle 20 pièces 14,99 \$	Batterie 12 pièces en acier inox lourd 18x10, fond triple couche 269,99 \$	<b>PAS D'TPS</b>

**LES PLUS BAS PRIX GARANTIS!**

**BENIX & CO.**

PASSEZ À L'UN DE NOS 2 MÉGA-ENTRÉPÔTS! DEUX IMMENSES MAGASINS REMPLIS D'AUBAINES!

**7335, BOUL. DÉCARIE**  
station Jean-Talon, station Namur

**3213, AUTOROUTE 440**  
Chomedey, en face du Carrefour Laval, à côté de Yellow Plus

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ  
Lundi-mercredi 10 h - 18 h  
Jeudi-vendredi 10 h - 21 h  
Samedi 9 h - 17 h, Dimanche 10 h - 17 h



Le docteur Jane Goodall en compagnie du chimpanzé Billy.

PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

## Appui de taille à la Fondation Fauna

RAYMOND GERVAIS

Le refuge controversé pour chimpanzés de Carignan, la Fondation Fauna, a reçu un appui de taille hier en la personne du docteur Jane Goodall, une sommité mondiale dans le domaine de l'étude du comportement primate.

Selon Mme Goodall, qui a consacré sa vie à l'étude des grands singes depuis 1960, le vétérinaire Ricard Allan et sa femme, Gloria Grow, font de très belles choses pour les chimpanzés à Carignan et il est erroné de prétendre que ces animaux présentent un danger pour l'homme.

« Les animaux vivent dans de bonnes conditions ici et me semblent heureux. Eux qui ont vécu durant presque toute leur vie dans des cages en laboratoire, se sentent enfin libres à l'intérieur de ces grandes cages où ils peuvent courir et se balancer d'un tronç à un autre », a précisé Mme Goodall.

Hier après-midi, une communication entre Jane Goodall et un

chimpanzé du nom de Billy a semblé s'établir, lorsque la dame s'est approchée de la grande cage, s'est assise par terre à moins d'un mètre de la clôture et a regardé l'animal durant plusieurs minutes droit dans les yeux.

« Je crois qu'il me reconnaît ; j'ai déjà vu Billy lorsqu'il se trouvait dans un laboratoire new-yorkais. Les chimpanzés sont intelligents et ont une bonne mémoire », a ajouté la dame.

Quelques minutes plus tard, Billy a tendu la main à Mme Goodall, mais Mme Grow a déconseillé à la visiteuse de lui rendre la pareille, car Sue Helen, une femelle jalouse, était dans les parages.

« Les chimpanzés sont capables d'exprimer leurs sentiments, leurs joies, leurs peines, leurs déceptions et leurs colères. S'ils sont choqués, ils le démontrent, tout comme le font les humains », a précisé Mme Goodall.

Des 15 chimpanzés gardés aux installations de la Fondation Fauna, huit sont porteurs du VIH,

mais n'ont jamais développé le sida, bien qu'on leur ait injecté plusieurs fois le virus en laboratoire.

« Les chimpanzés ne semblent pas pouvoir développer la maladie, même s'il sont identiques à l'homme à 98,6 %. Ils ont été les pires sujets pour les chercheurs en laboratoire, parce qu'ils ne peuvent pas contracter la maladie mortelle », a précisé pour sa part le docteur Richard Allan.

Par ailleurs, même le ministère de l'Environnement a accepté le mois dernier de renouveler le permis du refuge pour animaux pour une période d'un an. Le bien-être des animaux n'est pas assuré pour autant. La Ville de Carignan soutient que la ferme est établie dans un milieu agricole et que par conséquent, le refuge n'est pas à sa place. De son côté, la Fondation Fauna a demandé un certificat de non-conformité à la Ville il y a deux semaines, afin de pouvoir continuer à fonctionner. La Fondation attend toujours la réponse, mais son avocat Me Gary Martin ne

se fait pas d'illusions. Toutefois, si la réponse devait être négative, la Fondation en appellera devant la Cour supérieure et un long débat juridique risque de s'ensuivre.

Me Martin a indiqué que la Fondation était prête à se rendre jusqu'en Cour suprême du Canada pour conserver son refuge.

« Il y a des organisations internationales qui nous appuient et qui sont prêtes à se battre afin d'assurer une vie paisible aux chimpanzés », a déclaré l'avocat.

Ironie du sort, la Fondation Fauna serait en règle avec la Ville si elle élevait des animaux pour l'abattage puisqu'elle se trouve en milieu agricole, mais comme elle le fait pour donner la chance aux bêtes de vivre, son action est considérée illégale.

Mme Goodall a demandé une rencontre avec la mairesse de Carignan, Mme Renée Legendre, elle-même biologiste au collège Notre-Dame, afin d'expliquer la position de la Fondation et d'en venir à une entente. Elle attend toujours une réponse du bureau de la mairesse

## La CSN réplique à Bouchard

Presse Canadienne  
QUÉBEC

La Confédération des syndicats nationaux a répliqué à sa façon, hier, au premier ministre Lucien Bouchard, qui entend réserver les surplus budgétaires liés à la croissance économique à la baisse des impôts plutôt qu'au renflouement des services publics et à la bonification de la rémunération des 415 000 salariés de l'État.

Près de 12 000 manifestants ont envahi la Colline parlementaire, à Québec, afin de revendiquer leur droit à bénéficier des fruits de la prospérité économique.

Gérald Larose, qui participait sans doute à sa dernière grande manifestation à titre de président de la CSN — il quittera ses fonctions le 21 mai —, a ouvert la marche en compagnie des autres dirigeants de la centrale syndicale. Tous se sont ensuite rassemblés devant l'Assemblée nationale pour écouter les discours des leaders syndicaux sur les affres de la surcharge de travail, de la sous-traitance et de la précarité dans les services publics, et pour scander des slogans anti-gouvernementaux. Ce qui a fait dire à la présidente du Conseil central de Québec-Chaudière-Appalaches de la CSN, Denise Boucher, que le gouvernement ne devait plus douter de la capacité des 135 000 syndiqués de la CSN oeuvrant dans les services publics à se mobiliser pour revendiquer leur part de la richesse collective.

M. Larose et Claudette Carbonneau, première vice-présidente de la CSN, responsable de la négociation dans le secteur public, ont rappelé que les travailleurs de l'État y avaient goûté depuis le début des années 80.

« L'inflation, la crise économique, les taux d'intérêt, le chômage et la lutte contre le déficit, toutes les raisons sont bonnes pour s'attaquer aux services publics et aux travailleurs », a lancé M. Larose.

## Les scouts toujours prêts à se rendre utiles

NATHALIE NOLIN

Quelques petites personnes s'affairaient hier le long de la rivière des Mille-Îles, sur la berge des Goélands. Des castors, des exploratrices, des éclaireurs et des wapitis. Les scouts et guides étaient réunis pour donner un petit coup de pouce à la nature en la nettoyant des déchets laissés par l'espèce humaine.

« J'aime la nature et je trouve ça raisonnable de faire ça », explique un membre actif du groupe des Castors, Catherine Hache, 8 ans. Deux bonnes raisons de procéder à l'enlèvement des ordures aux abords de la rivière des Mille-Îles, à Laval. Pour la 8<sup>e</sup> année, le mouvement scout et guide a réalisé hier sa journée « Enviro-Jam » dans toute la région métropolitaine. Rita Roussel, responsable du groupe scout Saint-Théophile 181<sup>e</sup>, a supervisé une soixantaine de jeunes de 7 à 16 ans qui ont travaillé à Laval tout l'avant-midi, sous la pluie. « Je trouve ça important de sensibiliser les jeunes à l'environnement. Et depuis huit ans, je peux vous dire que je vois une amélioration. Il y a moins de déchets qu'avant », affirme Mme Roussel, active depuis 18 ans dans le mouvement.

Les jeunes ont fait toutes sortes de découvertes : « Nous avons trouvé un pare-brise, un réservoir à essence, un manteau, des souliers, des bouteilles de bière, une montre... », a énuméré Benoit Roch, 14 ans. Certains ont rapporté des souvenirs, comme Catherine, qui gardait précieusement dans sa main une coquille d'escargot. Quelque 1200 scouts et guides se sont retrouvés en fin d'après-midi à Montréal-Nord pour faire la fête après la corvée de la journée.

Grande sélection de barbecues  
Prix de 19,99\$ à 3 999,99\$.

LES EXPERTS EN BARBECUE À MONTRÉAL.

Weber Summit 425

# HOGG

4833, rue Sherbrooke Ouest, Montréal (514) 934-4644

## DEVENEZ CONSULTANT

À TEMPS PARTIEL OU À PLEIN TEMPS

Il vous est possible de gagner des revenus substantiels à temps partiel ou à temps plein comme CONSULTANT en travaillant de votre maison ou de votre bureau. Les honoraires moyens chargés par les consultants sont actuellement de 157 \$ l'heure. Assistez à ce séminaire et transformez vos soirées et vos fins de semaine (ou à plein temps) en une source de revenus exceptionnels et atteignez le prestige et la reconnaissance d'être professionnel. Les besoins de consultation croissent actuellement à un rythme de plus de 20 % annuellement.

**QUI DEVRAIT ASSISTER À CE SÉMINAIRE?** Tous les hommes et toutes les femmes qui ont acquis des connaissances au cours de leur vie soit par éducation ou par expérience : administrateurs, ingénieurs, éducateurs, spécialistes en ressources humaines, militaires à la retraite, étudiants gradués, auteurs, retraités, professionnels de la vente et du marketing, spécialistes en informatique, comptables, spécialistes de l'immobilier, avocats, notaires, bref : toutes personnes intéressées à profiter de l'actuelle demande croissante de consultants.

**CE QUE VOUS APPRENDREZ DURANT CES 6 HEURES :** Comment établir vos honoraires - Comment vendre vos connaissances - Comment établir votre pratique de consultant - Comment établir un besoin permanent pour vos services - Comment éviter de donner vos connaissances gratuitement - Les 9 situations qui requièrent les services de consultant - Comment créer une demande pour vos services - Contrat de performance - Facturation/collection/contrats - Savoir quand refuser un contrat de consultation - Les opportunités offertes par les gouvernements - et beaucoup d'autres points.

**Le 15 mai de 9 h à 16 h**  
HOTEL SHERATON LAVAL  
2440, AUT. 15, SORTIE 10, LAVAL  
**Le 29 mai de 9 h à 16 h**  
HOTEL DES GOUVERNEURS ÎLE CHARRON, LONGUEUIL

Prix : 195 \$ (matériel de cours inclus)  
Réservez dès maintenant au : (450) 679-0261  
Conférencier : Jacques Lépine M.B.A.  
Groupe Forsythe International inc.

## VENTE DE VITRAUX

ANCIENS VITRAUX DU COUVEN DES SOEURS AUXILIATRICES DE GRANBY

VENTE PAR SOUMISSION

Ces vitraux, datant de 1950, sont construits de manière traditionnelle : baquettes de plomb et verre de quatre couleurs soit, jaune antique, ambré, bleu cobalt et blanc.

- 3 lots de trois vitraux superposés, comme l'illustration ci-contre
  - forme cathédrale 38 1/4" X 51"
  - forme rectangulaire 38 1/4" X 26"
  - forme rectangulaire 38 1/4" X 70"
 prix de base de 3000 \$ par lot.
- 4 vitraux de forme rectangulaire, format de 36 1/2" X 23 1/2"  
prix de base de 500 \$ par vitrail
- 5 vitraux de forme rectangulaire, format de 38" X 70"  
prix de base de 1500 \$ par vitrail

Un reçu officiel d'impôts sera émis sur l'excédent du prix de base

## PORTES OUVERTES

Le 16 mai 1999, de 14h à 16h  
au Centre hospitalier de Granby

Ouverture publique des soumissions le 28 mai 1999 à 14h00 salle de conférence - 6e Ouest - C.H.G.

Fondation du Centre hospitalier de Granby inc.

Au bénéfice de la Fondation du Centre hospitalier de Granby  
205, boulevard Leclerc Ouest, Granby (Québec) J2G 1T7  
Téléphone : (450) 375-8030 • Télécopieur : (450) 375-8006

## loto-québec

Tirage du 99-05-08

3 4 9 24 46 49

Numéro complémentaire: 8

GAGNANTS

6/6	0	1 000 000,00 \$
5/6+	1	50 000,00 \$
5/6	24	500,00 \$
4/6	1 389	50,00 \$
3/6	25 595	5,00 \$
BONI	56	1 785,71 \$

SELECTION BONI  
10 39 44 48  
CAGNOTTE DE 100 000 \$

2 18 24 27 32 38

Numéro complémentaire: 23

Ventes totales: 707 771 \$

Tirage du 99-05-08

1 10 13 17 18  
26 30 40 42 48  
50 53 56 58 59  
61 62 63 66 69

291 3863

NUMÉRO: 419347

Tirage du 99-05-08

3 4

NUMÉRO: 937367

Tirage du 99-05-07

GAGNANTS

7/7	0	4 000 000,00 \$
6/7+	0	120 473,20 \$
6/7	43	2 451,50 \$
5/7	2 496	150,80 \$
4/7	54 242	10,00 \$
3/7+	49 171	10,00 \$
3/7	453 980	partic. grat.

NUMÉRO: 46

Ventes totales: 6 552 506 \$  
Prochain gros lot (approx.): 5 500 000 \$

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Oxy-Jeunes  
Présente

# "Entre les ailes et le FEU"

Édition spéciale Créations Jeunesse 1999

Théâtre du Gesù  
1200, rue de Bleury, Montréal

Lundi 7 juin 1999 à 20 heures.

CKOI  
96.9 FM La Presse

Renseignements: Oxy-Jeunes téléphone: (514) 849-5297

"Le spectacle multidisciplinaire avec plus de cent jeunes créateurs"

# Les religieux et les Russes vont peser lourd dans la balance

Les 4 millions d'électeurs israéliens sont convoqués aux urnes le 17 mai. Un scrutin crucial pour l'évolution de plusieurs dossiers majeurs, comme le processus de paix avec les Palestiniens. L'occasion, aussi, de faire le point sur la société israélienne.



MARIO FONTAINE

envoyé spécial  
JÉRUSALEM

Les querelles droite-gauche en politique, on connaît. Mais en Israël, on y ajoute une touche d'exotisme : les résultats de l'élection cruciale qui se tiendra le 17 mai dans le pays seront en effet tout autant dictés par les rabbins et les Russes que par l'habituel clivage hérité de Karl Marx.

On s'y attend, on le sait, on le voit. Dans ce pays moderne, conservateurs et progressistes sont nez à nez. C'est aux franges du spectre politique que tout se joue, chez les ultra-religieux et les immigrants, comme ces nouveaux Russes. Et là, tout est permis. On ne fait pas dans la dentelle, les opinions sont exprimées franchement, la rectitude politique y est un concept parfaitement inconnu.

Les formes demeurent, toutefois. Ce soir-là, le meeting du Parti national religieux a commencé avec l'incontournable demi-heure de retard propre à tout rallye politique. Arrive l'animateur, qui invite les participants à la prière. Pendant vingt minutes la plupart des hommes dans la salle se balanceront vigoureusement d'avant en arrière en priant, tandis que les femmes continueront de bavarder en mangeant des gâteaux.

Avec ses neuf députés au dernier parlement, cette formation faisait

partie de la coalition ayant permis au Likoud de Benjamin Netanyahu de se maintenir en selle. Modéré pendant des années, le PNR s'est peu à peu durci au point d'être aujourd'hui considéré comme à la limite de l'extrême-droite (mais pas ultra-orthodoxe). Il tente toutefois d'atténuer cette image.

De fait, la quasi-totalité des partis religieux en Israël sont de droite. Ils forment un bloc monolithique dont l'appui fait ou défait les gouvernements, ceux-ci étant constitués de coalitions auxquelles la moindre défection peut être fatale. D'où leur importance stratégique, supérieure à leurs appuis aux urnes. Mais ce vote religieux pourrait faiblir au scrutin de la semaine prochaine, car la relève se fait rare.

« Comment peut-on aller chercher des votes chez ceux qui ne nous sont pas déjà acquis ? » s'inquiète un participant à la soirée. « On a besoin d'un État juif, pas d'un État avec des juifs », dira un autre. Pour le Parti national religieux, pas question de voir Israël céder aux Palestiniens ou quitter le Golan. Le danger vient même de l'intérieur : « Nos électeurs sont abasourdis en voyant les jeunes israéliens adopter ce qu'il y a de pire dans la culture moderne et participer à l'instauration d'une société permissive », lit-on dans un de ses dépliants.

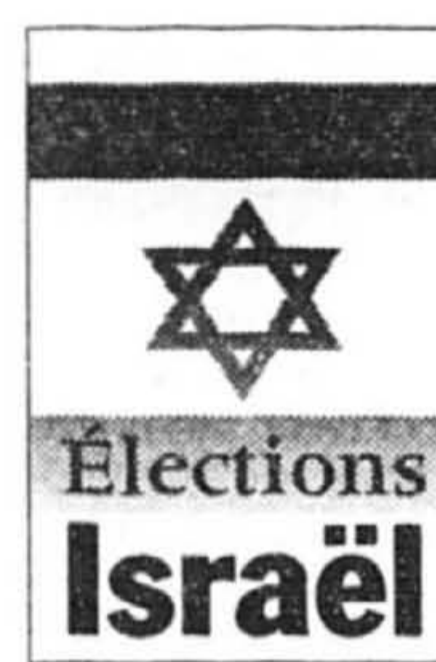
Le Shas est l'autre grand parti religieux. Il avait fait élire 10 députés au scrutin de 1996 et on dit qu'il pourrait faire aussi bien cette année même si son chef, Arieh Deri, vient d'être condamné à quatre ans de prison pour corruption. Contrairement aux autres, il est plutôt favorable au processus de paix.

Une position que réprovoque Agudat Israël, un autre parti religieux lié, lui, au mouvement hassidique mondial. La formation a distribué des dizaines de milliers d'amulettes au cours des dernières semaines, en échange de la promesse de voter pour elle. Le parti réclame un contrôle plus serré des rabbins sur les mariages — Israël est un État religieux, les mariages civils n'existent pas — et le maintien de l'exemption du service militaire pour les quelque 30 000 étudiants inscrits dans des institutions ultra-orthodoxes. Sans compter une aide accrue aux familles religieuses pour le logement.

Ce genre de privilèges est très



Un gamin ignore les hommes qui se recueillent devant le mur des lamentations lors d'un rallye d'orthodoxes.



contesté par de larges pans de la population, à 70 % non pratiquante. Pourquoi devrais-je faire trois ans de service militaire et pas eux ? Pourquoi les contribuables devraient-ils nourrir tous ces ultra-orthodoxes (10 % de la population) pour leur permettre d'étudier la Thora et de faire une douzaine d'enfants sans travailler ? entend-on souvent du côté des tenants d'une société laïque. Une publicité du Meretz, un parti de gauche, montre un jeune laïc transportant un ultra-orthodoxe bien gras sur ses épaules. Dans une autre, on voit des rabbins faire danser Netanyahu.

Reste que même stable ou en lé-

ger déclin, le vote religieux risque à nouveau de peser lourd dans la balance, lui qui avait permis l'élection de 23 députés religieux sur les 120 que compte la Knesset.

L'autre volet exotique de l'élection israélienne : les Russes. Eux aussi avaient appuyé Netanyahu en 1996, après avoir voté travailliste quatre ans plus tôt. Aujourd'hui, bien malin qui pourrait prédire qui ils privilégieront.

Le seul vote flottant, dans cette élection, c'est le leur. Et ce n'est pas rien : 14 % de l'électorat. « S'ils votent encore à droite cette année, les Russes plus les religieux, c'est le tiers des voix qui iront illico à Netanyahu. Et les deux tiers des indécis penchent ultimement vers la droite », explique Haroch Smith, Monsieur sondage israélien.

Ces Russes ont un million aujourd'hui en Israël. Ils ont quitté l'ex-Union soviétique où ils étaient persécutés pour le pays sacré. Ils sont instruits, organisés et, du ja-

mais vu là-bas, ils ne s'intègrent pas à la société d'accueil. Ils vivent en communautés fermées, ont leurs postes de radio et de télévision, leurs quotidiens, leur affichage bilingue. Le rêve d'un grand creuset israélien, ils n'y participent pas.

Les grands partis les courtisent, sous-titrent leurs publicités télévisées en russe (alors qu'aucun n'a daigné le faire pour les électeurs arabes). Et les experts se fendent de savantes analyses tandis que deux partis à forte prédominance russe s'enracinent graduellement dans le terrain.

Israël B'Aliya (Israël pour les immigrants) d'abord, dont le chef est Natan Sharansky. Il s'efforça de jouer les modérateurs dans le dernier gouvernement Netanyahu. Israël Beiteinu (Israël est notre foyer) tente de lui tirer le tapis sous le pied. Son chef : Avigdor Lieberman, beaucoup plus critique, qui veut canaliser les frustrations des immigrants russes, notamment lors de leur arrivée au pays.

## Les chrétiens sont sans voix

MARIO FONTAINE  
JÉRUSALEM

Le réflexe est trop fort : quand on pense à Israël, on songe inmanquablement au Christ, à la Terre sainte. Et, par affiliation, aux chrétiens qui habitent encore ces lieux. Or ceux-ci sont de plus en plus éparpillés, et sans voix. Trente-trois partis se font la lutte en vue des élections du 17 mai, pas un seul ne défend les chrétiens.

Ils ne sont plus, il est vrai, que 130 000. Généralement instruits, mobiles, les chrétiens constatent qu'ils n'ont plus de véritable impact politique dans la société israélienne. Au contraire, ils ont le sentiment de se retrouver coincés entre les activistes musulmans et les juifs ultra-orthodoxes.

C'est le cas de Harout Sandrouni, un commerçant arménien du cœur de Jérusalem. « Je suis né ici, j'ai étudié avec des juifs, des musulmans, j'ai des amis dans tous les groupes. Mais ce n'est plus comme avant. Les extrémistes religieux ont beaucoup progressé. L'atmosphère est de plus en plus lourde. Avant on cherchait à s'entendre, maintenant les gens se haïssent. »

M. Sandrouni a 45 ans, il a déjà vécu aux États-Unis et songe à y retourner. Mais la seule perspective de quitter sa ville le bouleverse. Il

recule sans cesse l'échéance, constate qu'il n'y a pas encore de persécution physique contre les chrétiens, du moins à Jérusalem. Il sent toutefois une persécution mentale, psychologique, des rapports humains malsains. « Ma patience s'amenuise, dit-il, on espère toujours que ça s'arrange mais, au contraire, ça empire. »

À Nazareth, on en est déjà à l'étape suivante. Toute la ville se déchire autour d'un projet de construction de mosquée à côté de la basilique de l'Annonciation, la plus grande église du Proche-Orient. Le maire, un communiste chrétien, veut transformer le terrain adjacent en parvis pour l'accueil des millions de pèlerins attendus à l'occasion du bimillénaire de la naissance du Christ.

Mais les musulmans ne l'entendent pas de cette oreille, affirment qu'il s'agit d'un emplacement sacré pour eux et, en représailles, projettent de construire une gigantesque mosquée dont le minaret surpasserait la flèche de l'église catholique.

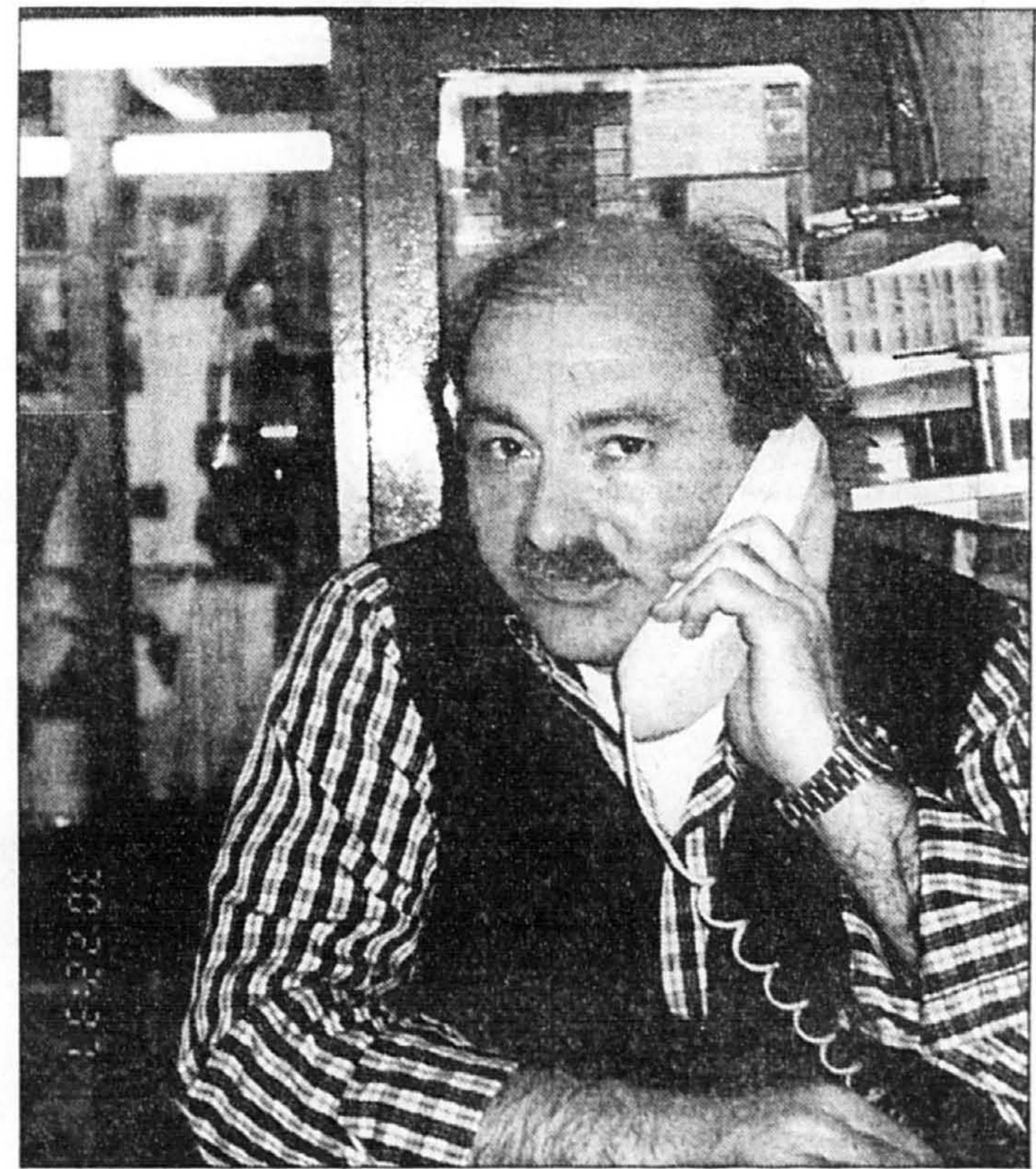
Cette querelle politico-religieuse commence à avoir une odeur de soufre. Autrefois majoritaires, les chrétiens ne sont depuis peu que 30 000 à Nazareth, contre 32 000 musulmans. Des commerces chrétiens ont été vandalisés, une grande insécurité règne dans la ville.

À Bethléem aussi les chrétiens sont devenus minoritaires alors qu'ils formaient 95 % de la population au moment de la création de l'État d'Israël, en 1948. Ils ont été peu à peu noyés sous le flot des réfugiés palestiniens et les relations entre les deux groupes, harmonieuses dans l'ensemble, souffrent quelques exceptions.

L'auto d'un chrétien a été incendiée il y a quelque temps, les — rares — mariages entre chrétiens et musulmans continuent de susciter l'opprobre. Mais le maire, Hanna Nasser, tente de calmer le jeu et affirme d'abord « qu'il n'y a pas de problème ». Puis que s'il y a des problèmes, ils sont individuels et n'opposent pas les communautés.

La mairie fait face à l'église qui fut construite sur le site de la naissance du Christ. Une jolie place les sépare, entièrement réaménagée grâce à une aide internationale. De fait, ce maire catholique dirige ses flèches contre Israël, pas contre les musulmans. « En 28 ans d'occupation, Israël n'a rien fait pour la ville, déplore-t-il. On a 26 kilomètres de rues à réparer, des sites à mettre en valeur. Heureusement, douze pays participent à la remise en état de Bethléem. » Le Canada n'est pas du nombre.

DEMAIN : La Palestine



Comme Harout Sandrouni, un commerçant arménien du cœur de Jérusalem, les chrétiens ont le sentiment de se retrouver coincés entre les activistes musulmans et les juifs ultra-orthodoxes.

## Les soldats armés sont partout

MARIO FONTAINE  
TEL AVIV

Les soldats sont partout, la mitrailleuse à l'épaule. Pas en mode attaque, mais comme un appendice incontournable à la tenue militaire. On finit par ne plus les voir à force de les croiser dans les cafés, sur la rue.

Cette présence armée se maintient même si les attentats des extrémistes palestiniens ont cessé depuis un bon moment déjà, et si Yasser Arafat a pu convaincre les siens de reporter indéfiniment la déclaration d'un État palestinien autonome. Encore un peu de patience, rien avant les élections israéliennes, s'est-il fait dire partout lors de sa récente tournée à travers le monde.

Les Palestiniens prennent donc leur mal en patience, mais beaucoup, en Israël, s'attendent à des

lendemains qui déchantent si le conservateur Benjamin Netanyahu est reconduit à son poste de premier ministre. Les pressions seront fortes sur lui pour qu'il relance le processus de paix.

Des pressions venant de Washington, de la Communauté européenne... mais aussi des gens d'affaires d'Israël. Bien sûr les soldats, l'armée, ça coûte cher. Cette insécurité politique — Israël est le seul pays développé dont les frontières ne sont pas définies — se traduit aussi par un important manque à gagner du côté des investissements.

« Une entente avec les Palestiniens apporterait de la stabilité. L'instabilité politique est toujours négative pour les affaires, partout. Mais il faut faire bien attention avant de faire des comparaisons avec le Québec. Ici, en Israël, c'est beaucoup plus dramatique. On ne parle pas de brouhaha politi-

que, mais d'armes », explique Nadine Baudot-Trajtenberg.

Cette Montréalaise est vice-présidente de la Banque Hapoalim, la plus importante d'Israël. Elle a constaté qu'avant qu'on amorce le processus de paix avec les accords d'Oslo, en 1994, il n'y avait virtuellement pas d'investissements étrangers au pays. Trois ans plus tard, ça grimpa à 3,5 milliards US... pour redescendre un peu l'an dernier alors que les discussions tournaient au vinaigre.

Les investisseurs seront beaucoup plus nerveux sans accord de paix, fait valoir Mme Baudot-Trajtenberg, notamment dans le secteur en plein essor du hi-tech. Le tourisme israélien est également hautement tributaire de la stabilité. Un seul attentat, et les annulations pleuvent.

Dan Bavly est analyste économique. « On vivra dans un monde

très dangereux si Netanyahu gagne, prédit-il. Personne ne sait ce qu'il fera, ni comment les Palestiniens réagiront. Cela a un effet boomerang : l'économie n'accepte pas l'insanité politique. »

Selon lui, la grande majorité des gens d'affaires voteront pour le Parti travailliste, qui n'a pas gardé grand-chose de ses origines collectivistes, sinon un intérêt plus marqué que le Likoud pour l'éducation, la santé, les questions sociales en général.

Le chômage a atteint un nouveau record en Israël en février, à 8,7 %. Et le ministère des Finances s'attend à une croissance trois fois moindre en 1999 que dans les bonnes années. Ces données sont toutefois jouées en mode mineur par les partis d'opposition, qui s'en prennent surtout au style de leadership du populiste Netanyahu.

Peut-être parce que le premier

ministre sortant a aussi réussi à ramener la discipline budgétaire et coupé dans les budgets de l'État, alors que le précédent gouvernement travailliste accordait de généreuses augmentations de salaire à la fonction publique et se lançait dans d'ambitieux projets d'infrastructures.

Quelques nuages : la récession menace, les prix baissent depuis quelques mois. On attend toujours aussi les réformes structurelles promises en 1996, et les impôts demeurent exorbitants.

« L'économie n'est toutefois pas un enjeu majeur dans cette élection. Les gens ne sont pas satisfaits, et si Barak (le chef travailliste) est habile, il pourrait en tirer profit. Mais beaucoup, aussi, étaient insatisfaits de la gestion des travaillistes de l'ancien gouvernement », commente le sondeur Haroch Smith.

# Monde

L'EXPRESS  
INTERNATIONAL



IRAK

## Raid meurtrier

■ Trois Irakiens ont été tués et deux autres blessés par un raid mené par des avions américains dans le nord de l'Irak. « Les avions ennemis ont tiré 18 projectiles sur des zones civiles et des positions militaires dans la région nord, tuant trois citoyens et blessant deux autres », a indiqué un porte-parole du commandement de la défense aérienne irakienne. Le porte-parole, qui n'a pas précisé si les victimes étaient des militaires ou des civils, a également fait état de « dégâts occasionnés aux propriétés civiles ».

d'après AFP

ULSTER

## Accord de paix en crise

■ Estimant l'accord de paix en Irlande du Nord « clairement en crise », le dirigeant du Sinn Féin, Gerry Adams, a demandé l'entrée immédiate de son mouvement dans le gouvernement protestant et catholique prévu par le texte. Devant plus de 1000 partisans du Sinn Féin, branche politique de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), rassemblés lors de la conférence annuelle du parti, Gerry Adams a reconnu qu'il avait dû faire face à la « colère » de nombreux militants au cours des dernières semaines. Il a estimé que les mois de négociations infructueuses sur la formation d'un gouvernement « ne pouvaient se poursuivre. Les gouvernements (britannique et irlandais) doivent agir », a-t-il lancé.

d'après AP

MEXIQUE

## Chiapas

■ Des guérilleros zapatistes ont accueilli plusieurs centaines de leurs sympathisants venus au Chiapas (sud) pour une rencontre entre la guérilla et la « société civile ». La réunion qui aurait dû commencer vendredi soir a été retardée de 24 heures, sans explication de la part des guérilleros. Elle se tient à La Realidad, un village situé près de la frontière avec le Guatemala et considéré comme le quartier général du chef suprême de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), le sous-commandant Marcos. Cette rencontre qui doit durer jusqu'à lundi pourrait être l'occasion d'une réapparition du sous-commandant Marcos qui n'a pas été vu en public depuis plus de deux ans.

d'après AFP

RUSSIE

## Eltine mal en point

■ Le président russe Boris Eltsine, qui avait semblé revigoré en avril par la crise yougoslave, a montré de nouveau de très nets signes de faiblesse ces derniers jours, selon des images diffusées par les télévisions russes et étrangères. Selon le quotidien américain *Washington Post* de samedi, le président russe s'est lancé jeudi dans une diatribe décousue et pratiquement incohérente contre les bombardements de l'OTAN en Yougoslavie, lors d'une cérémonie de remise de médailles au Kremlin. La télévision russe, apparemment à la demande du Kremlin, n'a diffusé aucune des images du monologue du président russe dont des extraits ont été toutefois montrés par la chaîne NBC.

d'après AFP

ISRAËL

## Maison d'Orient

■ Israël et les Palestiniens ont repris à Jérusalem leurs pourparlers sur la Maison d'Orient, le quartier général palestinien à Jérusalem-est. Les pourparlers ont repris entre le chef des opérations de la police, Yossi Lévy, et l'avocat de la Maison d'Orient, Jawad Boulos. Les discussions vendredi à Tel-Aviv entre les deux hommes avaient été interrompues à la tombée de la nuit en raison du repos hebdomadaire du shabbat. À l'issue de cette réunion vendredi, M. Kahalani avait manifesté un « optimisme prudent ». Selon lui, M. Lévy a proposé le transfert de deux bureaux sur trois de la Maison d'Orient à Abou Diss, une localité située dans les faubourgs de Jérusalem-est.

d'après AFP



Le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy.

## Ottawa se dit « attristé »

Agence France-Presse  
OTTAWA

Le Canada est « profondément attristé » par le bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, a déclaré hier le ministre canadien des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy.

M. Axworthy a qualifié l'erreur de cible par les forces aériennes de l'OTAN d'« accident tragique » et offert les condoléances du gouvernement canadien au peuple chinois.

Le ministre a indiqué que le premier ministre Jean Chrétien avait aussi adressé une lettre au président chinois pour exprimer ses propres condoléances et qu'il avait rencontré le matin même l'ambassadeur de Chine à Ottawa.

M. Axworthy a insisté sur l'importance des efforts diplomatiques en cours pour trouver une solution à la crise du Kosovo, soulignant que les activités diplomatiques allaient s'intensifier dans les prochains jours.

L'erreur de cible sur Belgrade illustre l'importance de « parvenir le plus rapidement possible à une solution diplomatique » du conflit en Yougoslavie, a ajouté M. Axworthy.

Agence France-Presse  
PARIS

L'étau se resserre autour de l'ancien préfet de Corse, Bernard Bonnet, accablé de toutes parts, malgré ses dénégations, dans le scandale de l'incendie par les gendarmes d'un restaurant de plage sur l'île, devenu une crise politique majeure en France.

Tous ses proches collaborateurs, ainsi que les gendarmes impliqués, ont désigné l'ex-préfet comme l'instigateur direct de l'incendie criminel, le 20 avril, de la paillote « Chez Francis », bâtie illégalement sur une plage près d'Ajaccio, la principale ville de l'île de 250 000 habitants.

Après son directeur de cabinet Gérard Pardini, le chef d'état-major de la gendarmerie en Corse, le lieutenant-colonel Bertrand Cavallier, principal accusateur dans cette affaire, c'est l'ancien chef des gendarmes de Corse, le colonel Henri Mazères, qui a porté le coup de grâce.

# Clinton minimise la portée de la bavure de Belgrade

PIERRE GLACHANT  
Agence France-Presse, DEL CITY, Oklahoma

Le président américain Bill Clinton s'est efforcé hier de minimiser la portée du bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade, assurant qu'il ne constituait pas un revers pour la recherche de la paix au Kosovo.

Cette affaire, a-t-il ajouté, ne dissuadera pas l'OTAN de poursuivre ses bombardements contre le régime de Belgrade.

Rompant pour la première fois un silence qui devenait assourdissant sur cette affaire, un signe de l'embarras des États-Unis, M. Clinton a qualifié la destruction de l'ambassade chinoise dans la capitale yougoslave, dans la nuit de vendredi à samedi, de « tragique erreur ».

Présentant ses « regrets sincères » et ses « profondes condoléances » au peuple et aux dirigeants chinois, Bill Clinton a toutefois aussitôt ajouté qu'il fallait « garder le sens des proportions ici ».

Le président américain a rappelé tout d'abord que l'OTAN avait effectué déjà bien plus de 10 000 missions au-dessus de la Yougoslavie depuis le début des frappes, le 24 mars, et que des quantités considérables de munitions avaient été larguées contre le régime de Belgrade, pour le contraindre à accepter les conditions de l'Alliance sur le Kosovo.

Bill Clinton a pointé du doigt le président yougoslave, Slobodan Milosevic, évoquant les « milliers » d'Albanais du Kosovo tués, les « viols » et la fuite de centaines de milliers de réfugiés vers les pays voisins.

Tout cela, a-t-il poursuivi, peut s'arrêter « demain » si Belgrade accepte « un accord qui remplisse les conditions minimum pour ramener le Kosovo à la vie civile ».

Ces « conditions minimum », a rappelé M. Clinton, sont le départ des forces serbes de la province, « une force internationale de sécurité avec un engagement de l'OTAN » déployée au Kosovo, ainsi que le retour des réfugiés dans « la sécurité et l'autonomie ».

Interrogé sur le fait de savoir si le bombardement de l'ambassade de Chine risquait de constituer un revers pour la recherche de la paix après l'accord du G8, jeudi en All-



PHOTO REUTERS

Le nombre de réfugiés kosovars installés en Macédoine dépasse maintenant les 200 000. Un aspect du camp de Kansovac.

lemagne, le président américain a répondu simplement : « Non ».

La Chine est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et sa voix sera d'autant plus précieuse à obtenir pour un éventuel accord de paix au Kosovo après le ralliement de Moscou aux propositions de paix du G8, groupe comprenant les sept principaux pays industrialisés et la Russie.

Le président américain a rejeté les accusations de « barbarie » lancées par la Russie.

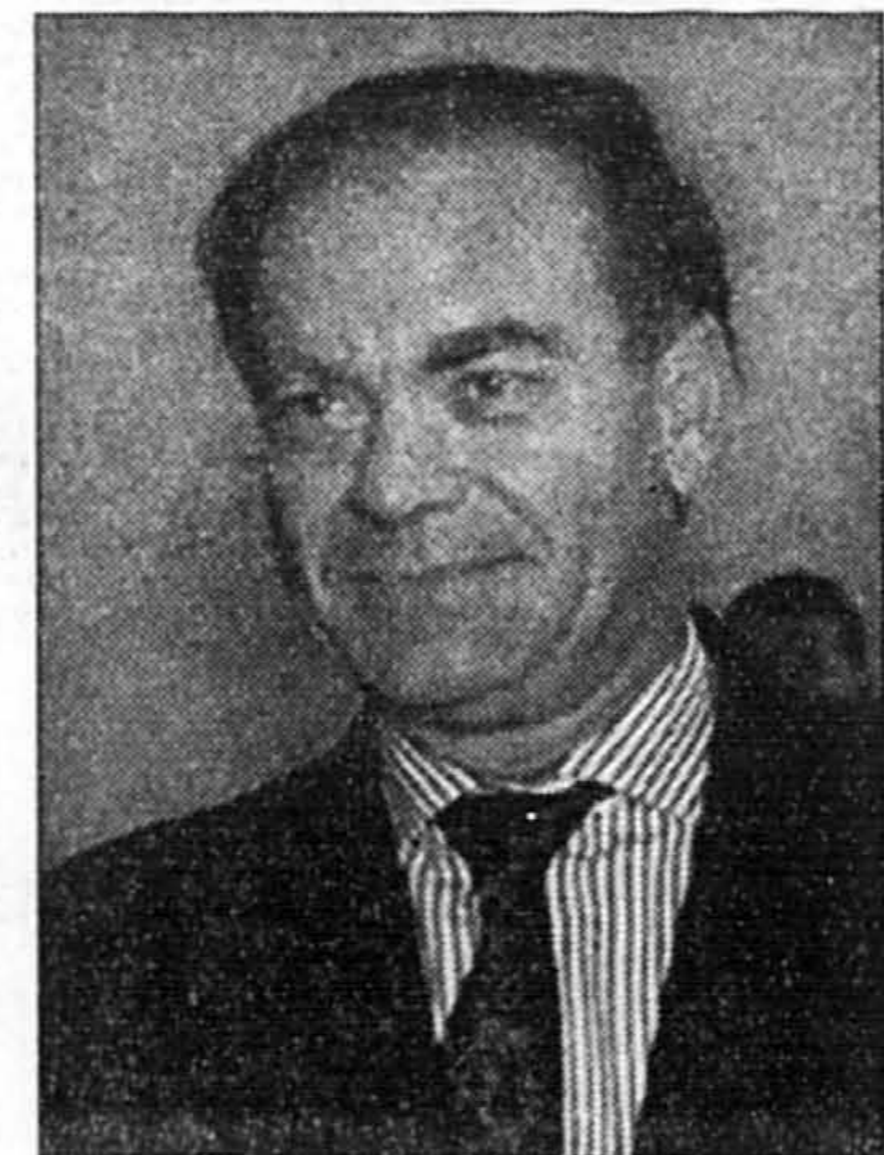
Le Pentagone avait également dans le même sens présenté ses « profonds regrets » à la suite du bombardement de l'ambassade chi-

noise, tout en ajoutant que « la guerre propre n'existe pas ».

Bill Clinton s'est déclaré d'ailleurs convaincu que Moscou admettait différentes exactions commises par Belgrade au Kosovo et a invité les Russes « à maintenir le cap » dans leurs efforts diplomatiques.

« Je suis convaincu que l'OTAN doit continuer sa mission. Il est important que l'Alliance maintienne le cap », a encore déclaré M. Clinton avant de partir pour Washington après une brève visite en Oklahoma aux victimes des tornades du 3 mai.

# L'étau se resserre autour de l'ex-préfet de Corse



L'ex-préfet Bernard Bonnet

dredi devant le juge qu'il avait donné l'ordre de brûler la paillote sur les instructions formelles du préfet Bernard Bonnet.

Pour le colonel, cité par son avocat, M<sup>e</sup> Mario Stasi, le préfet « voulait marquer ainsi une espèce d'arrêt à ce qu'il estimait être des atteintes à l'État, dont l'autorité était bafouée à longueur de temps ».

Bernard Bonnet a été nommé en Corse il y a un peu plus d'un an, après l'assassinat, en pleine rue, de son prédécesseur Claude Érignac, pour rétablir l'État de droit dans cette île en proie à de multiples maux, dont la corruption et le terrorisme nationaliste.

Deux rapports demandés par le gouvernement et rendus publics hier mettent eux aussi en cause l'ex-préfet, « exigeant et souvent engagé dans l'activité des unités (de gendarmerie) au-delà des usages en la matière ».

Le procureur de la République d'Ajaccio, Jacques Dallest, a enfin

indiqué ne disposer « d'aucun élément pour l'instant pour remonter à un niveau supérieur », reléguant l'opération « au niveau régional », thèse défendue dès le début par le gouvernement.

L'ex-préfet, incarcéré à la prison de la Santé à Paris, qui a cessé hier sa grève de la faim pour clamer son innocence, a lui aussi dédouané le gouvernement, affirmant que l'incendie « ne (le) concerne ni de près ni de loin ».

Reste à savoir si ce dérapage, que la presse comme l'opposition de droite qualifient de « faute politique grave » de l'État dont le préfet est le représentant suprême, pourra être circonscrit à la seule Corse, hors de toute responsabilité politique.

Pour le chef de file des nationalistes du groupe Corsica Nazione à l'Assemblée territoriale de Corse, Jean-Guy Talamoni, l'enquête doit « remonter bien plus haut que le préfet Bonnet ».

# Mini-sommet africain en Libye pour le suivi des accords de paix en RDCongo

Agence France-Presse  
TRIPOLI

Le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi a réuni hier à Syrte, sur la Méditerranée, un mini-sommet africain de suivi des accords de paix dans la région des Grands Lacs, notamment en République démocratique du Congo (RDC), signés en Libye, a rapporté l'agence officielle libyenne JANA.

M. Kadhafi s'est entretenu avec les présidents de la RDC Laurent-Désiré Kabila et de la République centrafricaine Ange Félix Patasse, a précisé l'agence.

Ont également assisté à la réunion l'ancien président algérien Ahmed Ben Bella et l'ancien président tanzanien Julius Nyerere.

La réunion portait sur « l'application des accords de paix signés à Syrte et destinés à mettre fin au conflit dans la région des Grands Lacs, notamment en RDC », a précisé JANA.

L'accord, parrainé par M. Kadhafi, avait été signé le 18 avril au terme d'un mini-sommet regroupant M. Kabila et son homologue ougandais Yoweri Museveni, ainsi que les chefs d'État tchadien Idriss Déby et érythréen Issaias Afewerki.

Selon un texte de l'accord, publié à Kinshasa, le sommet avait décidé « un cessez-le-feu immédiat pour donner la chance au dialogue et à la solution pacifique » en RDC.

L'accord prévoit également le déploiement de forces africaines neutres de paix dans la zone de conflit où se trouvent les forces ougandaises, rwandaises et burundaises en RDC » et le « retrait » de ces forces « concomitamment avec le déploiement des forces africaines de paix ».

L'agence JANA a en outre annoncé que d'autres rencontres africaines au sommet seraient organi-

sées prochainement en Libye pour « poursuivre les efforts destinés à circonscire les incendies allumés par les complots des puissances coloniales dans le continent africain ».

L'objectif de ces rencontres est « de permettre à notre continent de se consacrer à la réalisation de son unité et d'aborder le prochain siècle fort et uni », a ajouté l'agence libyenne.

Fin avril, M. Kadhafi avait eu une série de contacts téléphoniques avec plusieurs dirigeants africains axés sur l'accord de paix, signé à Syrte.

# La presse d'ailleurs

parcourue  
par Réal Pelletier



FINANCIAL TIMES

THE SUNDAY TIMES

The New York Times

The Economist

Herald Tribune

The Sunday Telegraph

## Constitution 101: le cours de Tony Blair

Le premier ministre a évité jeudi la douche écossaise ; il lui reste à éviter la tempête

Le premier ministre britannique Tony Blair jouait avec le feu en offrant aux Écossais de récupérer une assemblée nationale perdue depuis quelques siècles ; c'était, accusaient ses critiques, leur donner un marchepied pour monter éventuellement dans le char de la souveraineté. Les Écossais l'ont eu, leur parlement. Les élections de cette semaine en Écosse, remportées minoritairement par le Labour de M. Blair, reportent à quatre ans l'avènement d'un hypothétique gouvernement du Parti national écossais (SNP) qui enclencherait la procédure référendaire devant conduire à la souveraineté. Le grand soir n'est donc pas pour demain. On peut jouer avec le feu sans nécessairement se brûler. Tony Blair, lui, joue du chapeau avec grande maîtrise dans le vénérable matériau constitutionnel du Royaume-Uni. Et il n'a pas fini l'ouvrage.

Dès la première session de Westminster sous Tony Blair, élu il y a deux ans, 11 projets de loi à caractère constitutionnel ont été adoptés, y compris l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Convention européenne sur les droits de l'Homme, note le *Financial Times*, de Londres. Restent à venir la régionalisation de l'Angleterre, amorcée discrètement le 1<sup>er</sup> avril dernier, la réforme de la Chambre des Lords (un Sénat non élu fondé sur l'hérédité), une législation sur la liberté de l'information et une réforme en profondeur du système électoral britannique.

Vues du Canada où toute évolution constitutionnelle paraît figée dans la glace pour l'éternité, les grandes manoeuvres constitutionnelles de Tony Blair impressionnent. Il a regardé d'un regard neuf la Grande-Bretagne, l'un des pays les plus centralisés au monde, et s'est dit : voilà des gens, en Irlande du Nord, au Pays de Galles, en Écosse — et il s'en trouve d'autres en territoire anglais —, qui n'aiment pas trop que toutes leurs affaires soient dirigées depuis Londres. Il a en conséquence imaginé que chacun de ces pays soit doté d'une assemblée nationale. Mais chacun de ces pays formant une sorte de société distincte, chacun n'ayant pas une même relation historique avec l'Angleterre, les pouvoirs dévolus à chacun allaient varier. Du grand service

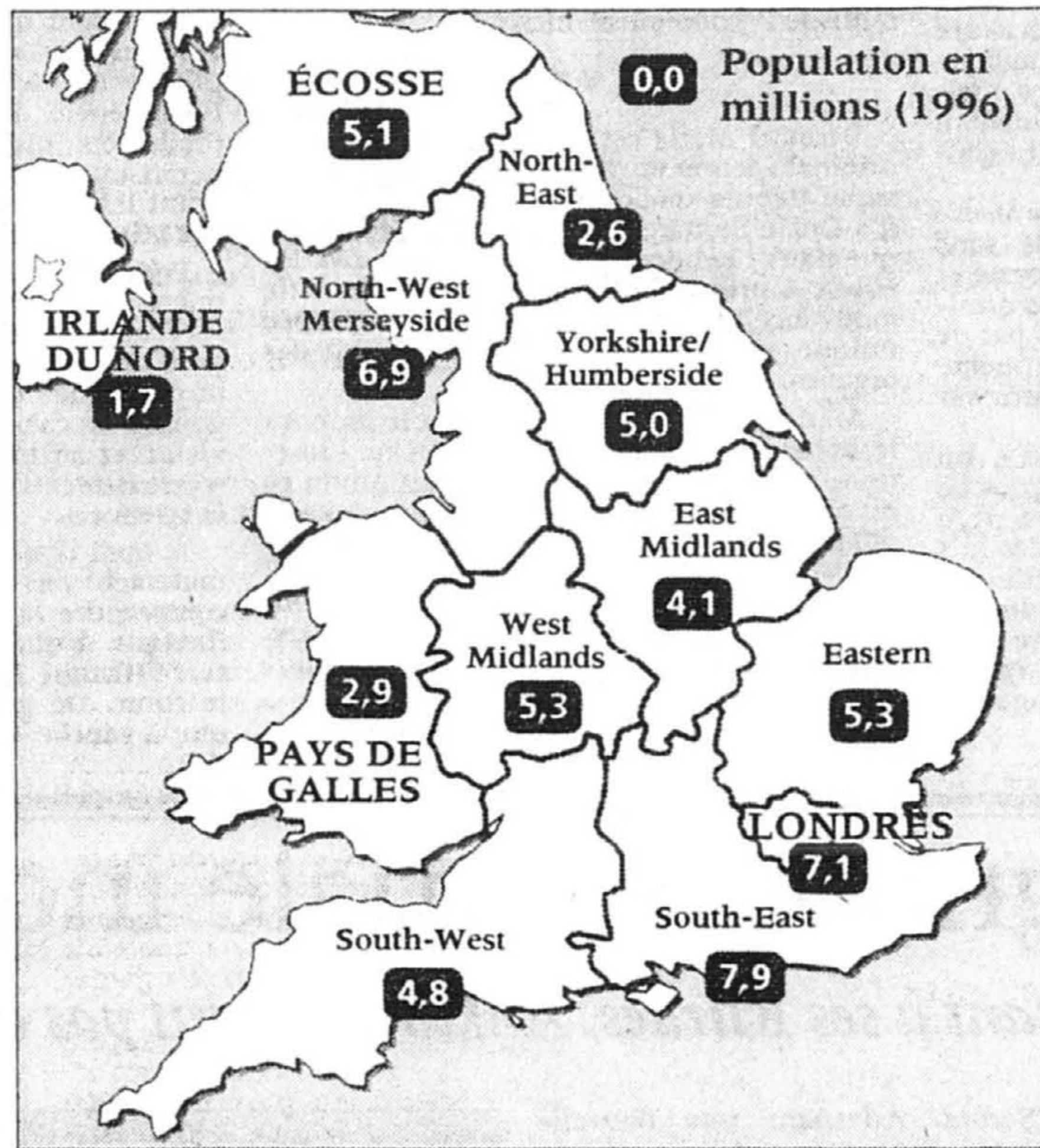
constitutionnel à la carte. Les Écossais par exemple héritent notamment, de par cette dévolution, non seulement d'une assemblée nationale et de pouvoirs afférents, mais même d'une fenêtre sur le monde, par le biais d'un pouvoir de représentation auprès de l'Union européenne.

À terme, des morceaux comme l'Irlande du Nord et l'Écosse pourraient bien, par hypothèse, échapper à la Grande-Bretagne. Tony Blair fait le pari que la transparence de sa démarche n'a pas la fragilité du verre, mais plutôt la solidité du cristal. Le premier ministre britannique apporte même une touche de raffinement au processus. Désormais par exemple, nous apprenait le *Sunday Times*, de Londres, il y a un mois, la BBC ne devra plus, par respect pour les Gallois ou les Écossais, parler de « la nation » britannique. Plus de bulletin de nouvelles « nationales » à la BBC. Plus de météo « nationale ». Les Écossais n'aimant pas être associés par exemple au phénomène des hooligans au football, la BBC ne parlera plus des « hooligans britanniques » le cas échéant, mais des « hooligans anglais ». De la plate rectitude politique, nargue le *Times*.

Mais jouer du bistouri de la manière dont le fait Tony Blair dans le corps de cette Grande-Bretagne multiséculaire a de quoi faire gicler le sang bleu. Qui gicle effectivement, mais qui ne salit pas grand monde. Politiquement, Tony Blair a le vent dans les voiles. Le *New York Times* a constaté à la une récemment que la popularité de Tony Blair, qui tient à un ensemble de facteurs et pas seulement à la dévolution, est la plus forte jamais enregistrée à ce jour par un premier ministre britannique. Et le bistouri ayant fait son oeuvre en détachant partiellement du tronc anglais les régions périphériques d'Écosse, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord (dont l'assemblée nationale n'attend, pour entrer en fonction, qu'un règlement politique intérieur), il s'attaquera ensuite à l'Angleterre elle-même.

### L'Angleterre dans le moulin

Londres commence d'abord par créer huit régions administratives (voir la carte ci-contre), qui existent sur papier depuis le 1<sup>er</sup> avril. Ces Agences de développement régional, dirigées par des fonctionnaires, s'occuperont essentielle-



Sources: ministère de l'Environnement. Infographie: La Presse, d'après The Economist

ment de développement économique, nous apprend *The Economist*, mais ces agences pourraient éventuellement être gérées par des gens élus au suffrage universel. Et on notera la délicatesse suivante : « ... dans les régions qui en feront la demande », dit le projet.

L'hebdo décèle dans la formule proposée l'avantage de moins faire apparaître comme satellites du grand corps anglais les nouvelles régions autonomes d'Écosse, d'Irlande du Nord et du Pays de Galles. Mais surtout, ce volet de la dévolution devrait conduire à un renforcement du processus démocratique dans une Angleterre où Londres décide encore de la construction ou non d'un hôtel à Manchester.

Les Britanniques n'ont jamais connu que des gouvernements nationaux et municipaux. Or voici que Londres a déjà cédé une partie de ses pouvoirs, par le haut, à l'Union européenne, et qu'elle s'appête à en céder d'autres, par le bas, aux ré-

gions. Ça fait jaser chez les anciens, peu chauds à l'idée d'abord d'une « absorption » de la Grande-Bretagne par l'Union européenne, et qui constatent ensuite avec effroi que cette Angleterre des régions constitue comme par hasard une initiative tout à fait dans la veine de cette « Europe des régions » souhaitée par les 15.

Cela dit, l'Écosse et le Pays de Galles disposent déjà depuis un moment d'agences de développement du type de celles que se donne actuellement l'Angleterre et les résultats sont jugés positifs (même si le pays de Galles demeure une des régions les plus pauvres d'Europe).

### Changements

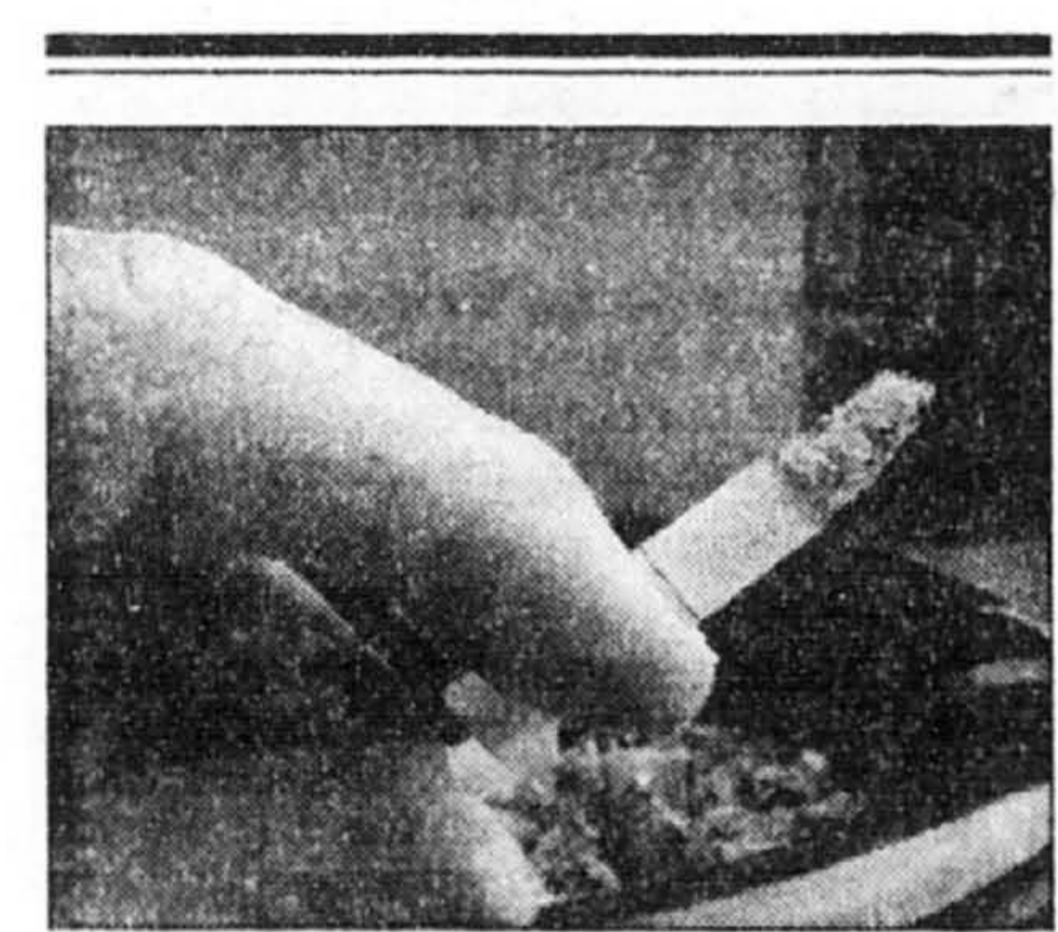
Le succès que remporte Tony Blair à travers ses grandes manoeuvres chirurgicales frappe un analyste du *International Herald Tribune*, qui se demande, avec d'autres, où s'en va « l'identité britannique ».

Sûr, le changement de la garde se fait toujours à Buckingham Palace, les Befeaters veillent toujours sur la Tour de Londres. Mais en renforçant l'identité nationale des Gallois ou des Écossais, on peut se demander, dit le journaliste, où s'en va le Royaume-Uni, surtout quand on voit ce qui se passe ailleurs, du Québec au Nord de l'Italie. Il cite une historienne du London School of Economics, Linda Colley (qui a l'oreille de Tony Blair), qui croit que, après la défaite qui a frappé l'Empire, la prédominance protestante et le culte de la monarchie, le pays a besoin de « réinventer l'identité britannique » (*reinvent Britishness*). Le chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown utilise déjà un langage inédit pour décrire la Grande-Bretagne : « Un pays, a-t-il dit, qui ne se définit plus par ses frontières mais par ses valeurs ; un pays qui a réussi à devenir le premier pays multiculturel, multiethnique et multinational au monde. » Rien de moins.

Un analyste du *Sunday Telegraph*, de Londres, ne voit pas les choses de la même manière : puisque le Royaume-Uni est en train de se défaire, dit-il, retrouvons, nous les Anglais, notre identité anglaise. Cette identité anglaise, dit-il, est devenue presque aussi inerte que le « ROC » — pour « Rest of Canada » — présente dans le débat sur le séparatisme au Québec. L'auteur, Geoffrey Wheatcroft, ne veut pas que l'identité anglaise soit ravalée au rang de « ROB » — pour « Rest of Britain », eu égard aux identités écossaise, galloise ou autre.

Et l'auteur de se lancer dans l'apologie de l'identité anglaise, appuyée d'un long cours d'histoire.

Mais voilà que même le cours d'histoire d'Angleterre prend du plomb dans l'aile. Un reportage du *Telegraph* révèle en effet que les hauts faits d'armes comme la victoire de Wellington ou la défaite de l'Armada espagnole ne seront plus obligatoires dans l'enseignement de l'histoire en Grande-Bretagne. Fini la longue liste des monarques et leurs dates. Comme ailleurs, l'histoire tend désormais à mettre en relief par exemple les grands courants sociaux du passé plutôt que les performances des individus célèbres. Et comme ailleurs aussi, faut-il dire, les retrouvailles avec les maths et l'écriture ont tendance à tasser l'histoire dans l'école actuelle.



THE WALL STREET JOURNAL.

### Émondage

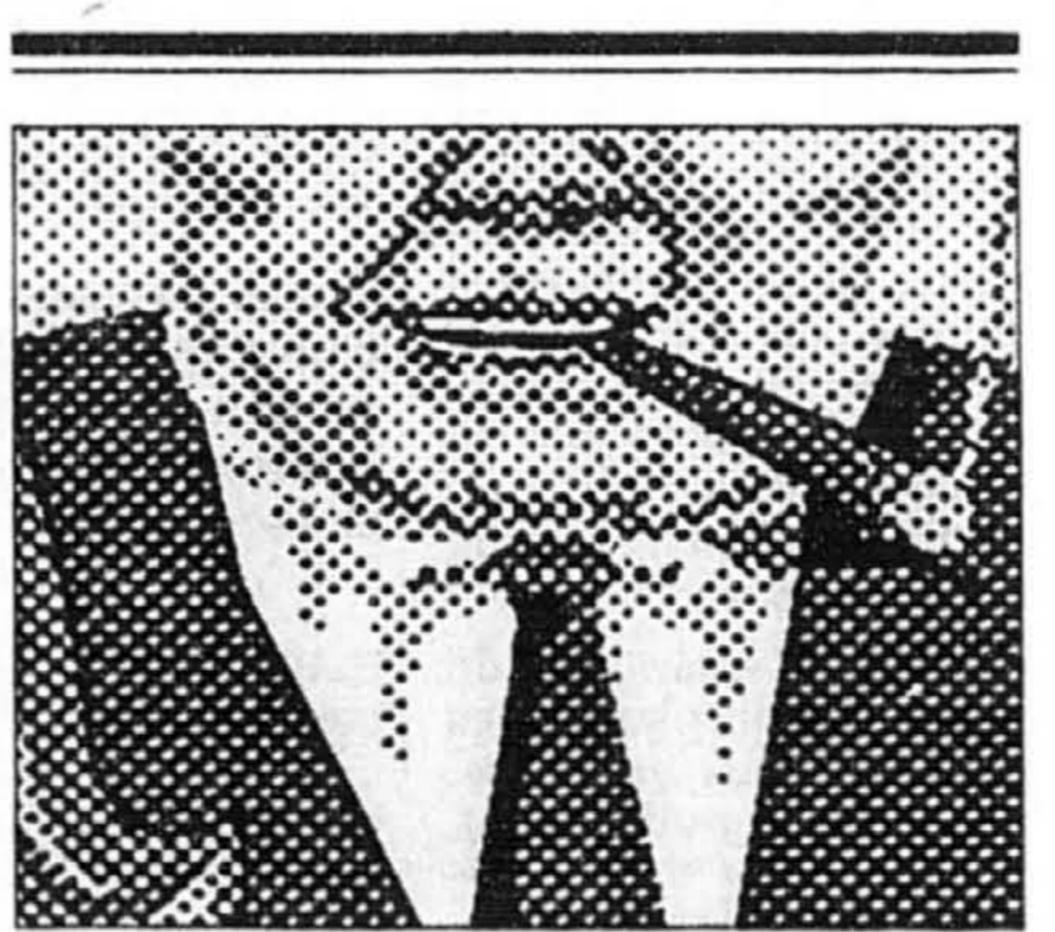
■ Enfin un producteur de cigarettes qui se rend à l'évidence : « Les preuves sont suffisantes pour démontrer que fumer conduit à la maladie. » Le producteur en question, Brown & Williamson Tobacco (Cool, Lucky Strike), troisième fabricant en importance aux États-Unis, a choisi de prendre le taureau par les cornes. Par les cornes ? Pas encore vraiment, mais quand même. Le producteur n'en est pas encore aux pubs dans *Time*, mais il consacre un espace à cet effet sur l'Internet. Et une filiale, British American Tobacco, y est allé d'annonces dans cette veine dans *USA Today*. Sur le Web, Brown & Williamson confesse que les cigarettes à bas taux de goudron ne sont pas nécessairement moins dangereuses que les fortes. L'entreprise offre même des suggestions sur l'abandon du tabac. Plus : elle fait référence aux sites Web de l'Association pulmonaire américaine et de la Société du cancer. En plein drame à propos du ciblage des jeunes, l'industrie se rattrape, version Brown & Williamson, sur le Web : « Les statistiques démontrent qu'il est préférable de commencer à fumer tard que tôt dans la vie et que vaut mieux abandonner tôt que tard. » Sharon Boyse, directrice des communications scientifiques chez B & W : « Nous savons qu'il s'agit d'une industrie controversée. On ne peut y échapper. Nous devons affronter la réalité. » Des militants antitabac se félicitent de ce nouveau langage. D'autres affirment que Brown & Williamson ne cherche en fait qu'à esquiver les poursuites multimilliardaires esquivées par les deux grands noms de ce commerce aux États-Unis, dit le *Wall Street Journal*.



BusinessWeek

### Dérapiage

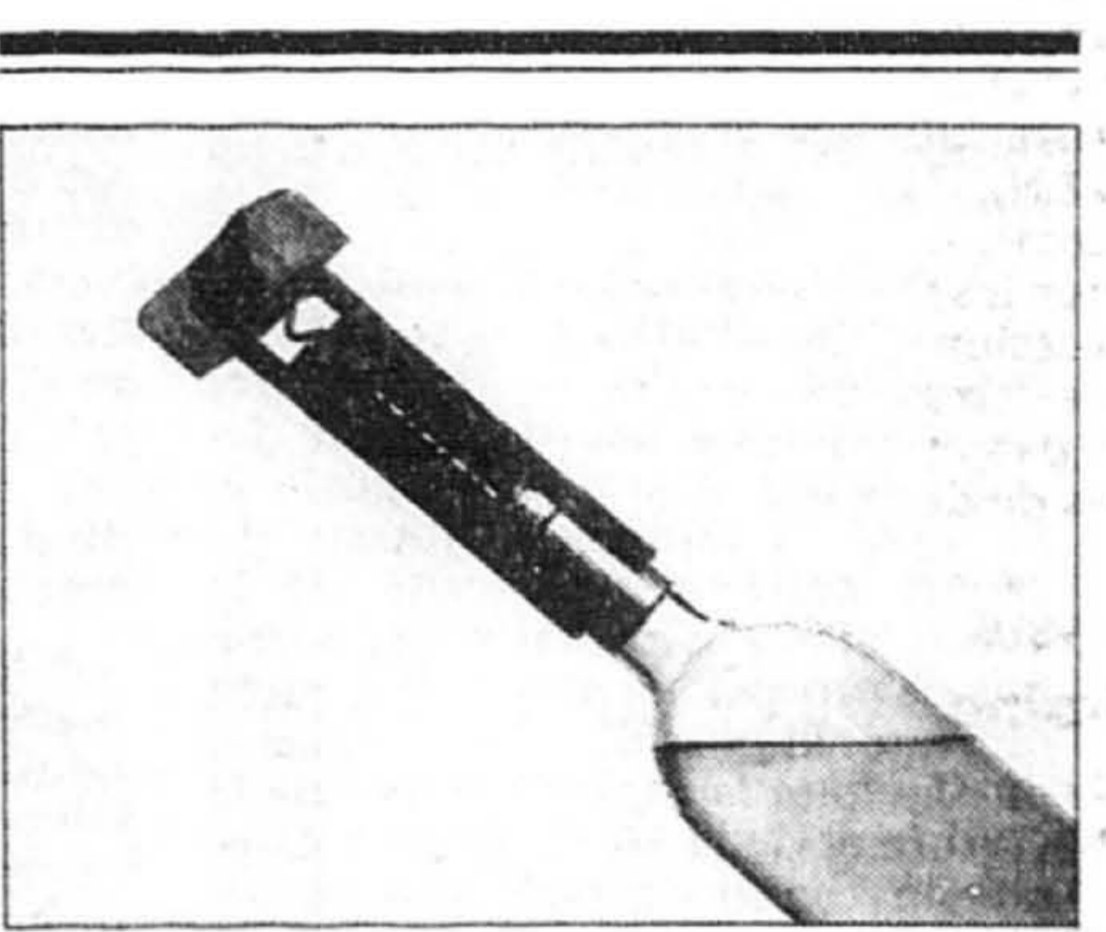
■ La société des loisirs s'en vient, qu'ils disaient. Or il appert que la semaine de travail, qui était en 1970 de 42 heures pour les hommes et de 37 heures pour les femmes, n'a guère changé en ces années de prospérité américaine. Mais voilà une moyenne. Car dans la réalité, précise une étude reproduite dans *Review of Social Economy* et citée dans *Business Week*, des semaines de travail se révèlent en fait plus longues, d'autres plus courtes (emplois à temps partiel oblige, sans doute), pour beaucoup de gens, à l'insatisfaction générale de part et d'autre. Par exemple, le pourcentage d'hommes travaillant un minimum de 50 heures par semaine est passé de 20 à 25 % entre 1970 et actuellement, chez les femmes de 5 à 10 %. Dans les emplois pointus, 33 % des hommes et 17 % des femmes travaillent aujourd'hui au moins 50 heures par semaine, contre 20 et 7 % en 1970. Chez les diplômés universitaires, 40 % des hommes et 20 % des femmes oeuvrent au moins 50 heures par semaine. Et ils en ont marre : 80 % des gens travaillant au moins 50 heures par semaine s'en plaignent. Plus du quart accepteraient une baisse de revenus contre des heures moins longues. La situation est encore plus difficile chez les couples soumis à ce type de régime. (On en parlait justement, tiens, l'autre jour, à propos des enfants de Littleton, vous vous rappelez ?) De fait, le nombre de couples occupant un travail à temps plein est passé de 36 à 60 % aux États-Unis entre 1970 et actuellement, contraignant d'autant le temps consacré aux tâches domestiques et à la vie familiale.



BusinessWeek

### Entôlage

■ Donc les élites économiques travaillent trop aux États-Unis. Il ne se trouve pas beaucoup de solutions à ce problème, mais la France en a trouvée une qui fait bondir le milieu des décideurs : c'est l'amende, voire la prison, pour ces grands managers français qui forcent leur personnel de cadres à dépasser des normes établies par le gouvernement. Ainsi, rapporte *Business Week*, Bernard Rocquemont, ex-directeur général du fabricant de radars Thomson-RCM, fait face à une amende de 16 700 \$US et à la prison pour avoir obligé un groupe de cadres à travailler au-delà du maximum d'heures permis dans une semaine. Le même jour, une cour a condamné à des amendes de plus de 4000 \$ six cadres supérieurs des magasins Carrefour pour avoir refusé de produire les registres d'heures travaillées par leurs cadres. Ernest-Antoine Sellière, leader du monde patronal, fulmine : « Mesurer le temps passé au bureau est une pratique complètement périmée », dit-il. Paris a déjà décidé que la semaine de travail des employés de base ne devra pas dépasser 35 heures à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2000 et Paris compte maintenant étendre la norme aux contremaîtres, aux concepteurs de logiciels, aux ingénieurs et autres employés spécialisés. Cette politique a même remué la Chambre de commerce des États-Unis qui prévient Paris que cela aura des effets négatifs sur les investissements. Les États-Unis sont le premier investisseur étranger en France, contrôlant 1,6 million d'emplois sur 14,7 millions dans l'ensemble du privé. La presse française aurait déjà identifié des fuites de capital de 100 milliards US à cause de ce programme.



The New York Times

### Cépage

■ Le Clos Pépé, vous connaissez ? Sans doute pas. Voici un Cabernet-Sauvignon élevé dans... le garage de Stephen Pepe, à Long Beach en Californie. Les Américains — y compris des Californiens, grands éleveurs s'il en est — découvrent les vertus, connues ici depuis une couple de décennies, de fabriquer son vin. L'opération porte un nom : « Vin du garage » (en français dans le texte du *New York Times*, qui s'intéresse au phénomène). Le garage, dans ce pays de l'automobile, a une longue tradition d'intimité. Les « ventes de garage » témoignent d'un lieu qui a remplacé le grenier. Apple a vu le jour dans un garage. C'est de l'histoire. Le « vin du garage », lui, est en vogue : l'Université de la Californie à Davis offre des cours de week-end sur la production du vin à domicile. Les clubs de bricoleurs du vin pullulent dans la plupart des grandes villes américaines. Mais c'est pas nécessairement du petit peuple. Stephen Pepe est avocat : sa femme lui a offert, pour leur mariage, un kit de 20 000 \$ pour qu'il s'adonne à son nouveau vice. À Baltimore, l'informaticien Gordon Malone exploite un équipement de 10 000 \$, produisant un élixir qui n'a pas échappé à des connaisseurs. Mais les Américains mettant un prix sur tout, la reporter du NYT arrive à dire que ça prend 40 000 \$ — vignoble maison et son équipement — pour en arriver à un produit de qualité, au pays des Mondavi. Moi, je connais des gens ici, à La Presse, qui ont produit, avec de l'équipement de fortune, d'excellents vins qui leur revenaient à 2 \$ la bouteille. Avec du raisin de Californie.

# Pensée unique? Non: pensée magique



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale  
PARIS

Il y a une rengaine un peu agaçante qui traîne au sein d'une certaine gauche intellectuelle et politique française : la pensée unique. La dictature de la pensée unique serait aujourd'hui responsable de tous les maux de la France et de l'Occident, à commencer par celui — bien réel — du chômage.

Si l'on en croit un journal comme *Le Monde diplomatique*, la pensée unique règne sans partage sur les grands médias, désinforme et endoctrine. Telle une pieuvre qui a des dizaines de tentacules, mais téléguidées par le même cerveau, elle vise toujours le même objectif, même quand elle a l'air de partir sur des chemins de traverse.

Sous la rubrique « pensée unique », on classe non seulement les vrais idéologues de l'ultra-libéralisme, qui prônent l'ouverture totale des frontières, la suppression des lois sociales et la déréglementation aérienne, mais aussi tous ceux qui oseraient prôner la stabilité de la monnaie, l'équilibre des comptes sociaux, ou la fermeture de quatre lignes de chemin de fer locales outrageusement déficitaires faute de clientèle.

Toujours au rayon des chemins de fer, devenu depuis la grève générale de décembre 1995 le symbole de la « résistance » à la dictature, vous avez forcément tort lorsque vous vous étonnez de voir les conducteurs de TGV ultramodernes prendre leur retraite à 50 ans (aux frais des autres salariés), alors que les conditions de travail ont quelque peu changé depuis l'époque de la locomotive à vapeur.

Bref, cette rengaine sur la pensée unique est agaçante. D'autant plus qu'elle est fautive. On peut être favorable à la stabilité de la monnaie ou à l'allègement — dans certains cas — de l'État, sans en faire nécessairement une religion ni adhérer aux dogmes ultra-libéraux. Il y a quand même pas mal de points de vue différents parmi les penseurs ou les gouvernants qui constatent le caractère inévitable de l'économie de marché.

■■■

Bernard Maris est un personnage un peu original : jeune et distingué universitaire, il signe depuis quelques années sous le nom d'« Oncle Bernard » une chronique économique dans l'hebdomadaire iconoclaste *Charlie-Hebdo*. A priori, il se situerait donc dans cette mouvance des pourfendeurs de la pensée unique, dont l'hebdo satirique est l'un des organes.

Maris aurait tendance à nuancer le propos : le débat sur la « pensée unique » ne l'intéresse pas trop. Sa bête noire serait plutôt ce qu'on pourrait appeler — au moins dans le domaine économique — la « pensée magique ». C'est le sujet du petit pamphlet qu'il vient de publier, et qui est monté d'un seul coup en haut de la liste des best-sellers. Comme un nombre étonnant de livres anti-pensée unique ces dernières années.

Cela s'appelle *Lettre ouverte aux gourous de*

*l'économie qui nous prennent pour des imbéciles* (1), et c'est une attaque en règle contre les soi-disant experts, en particulier ceux qui sévissent au sein des grandes institutions internationales, le FMI, l'OCDE ou la Banque mondiale. La base de son argumentation : ces « experts » et « gourous » se réclament de « lois économiques » qui n'ont jamais existé, et ce pour imposer une politique économique en effet unique.

« Ces experts, me dit-il, alignent les « vérités » — qui vont toujours dans le même sens — affirmant que la baisse des taux d'intérêt favorise la croissance, que les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain, et qu'il faut introduire partout de la flexibilité. Or ces pseudo-lois n'ont aucune base scientifique ou intellectuelle. Ceux qui les préfèrent ne sont d'ailleurs pas des économistes, et les grands économistes les contestent radicalement. Michel Camdessus, président du FMI, répète des discours qui n'ont aucun fondement, qui vont tous dans le sens du libéralisme... et qui arrangent au plus haut point les dirigeants des grandes banques ou des groupes industriels. »

Pour l'économiste Bernard Maris, la première constatation qui s'impose, c'est que... « l'économie n'a rien d'une science exacte, dont on pourrait vérifier les axiomes, comme la physique ; c'est pourquoi n'importe quel gourou ou charlatan peut se pointer à la télévision et affirmer ce qu'il veut sans risquer d'être démenti, et en se parant des plumes de la science. »

À quoi donc servirait l'économie ? « Certainement pas à prédire l'avenir. Elle sert à comprendre la réalité, à développer des réflexions. À quoi sert la linguistique ? À quoi sert l'Histoire ? Certainement pas à annoncer le futur. De grands économistes — pas du tout à gauche — comme Maurice Allais, sont

les premiers à dénoncer cette illusion scientifique. Les experts et les gourous jouent aujourd'hui en Occident le rôle que tenaient jadis les sorciers et les chamans. »

Seconde constatation : la grande illusion centrale autour de laquelle s'organise le discours « libéral » du FMI, de l'OCDE ou de la CEE est l'équivalent d'un mirage dans le désert : « Les experts du FMI prennent pour acquis l'existence virtuelle d'un marché idéal et parfait, régi sans obstacle par la loi de l'offre et de la demande, et qui s'équilibrerait tout seul. Un peu l'équivalent du parfait socialisme que le stalinisme prétendait atteindre. Ce mirage du marché sans contrainte justifie automatiquement leur catalogue de mesures libérales : suppression des barrières douanières, du salaire minimum, ouverture effrénée de la concurrence. »

« Des politiques primaires et aveugles qui ont eu pour effet de tuer des productions nationales comme celles du Brésil, de l'Argentine ou de la Russie, et qui ont provoqué les crises majeures qu'on a vues. Mais quand ces crises arrivent, nos sorciers répliquent avec un certain culot qu'elles ne prouvent qu'une chose : que le libéralisme n'est pas allé assez loin, qu'il y a encore trop d'obstacles sur le chemin de la réalisation du marché pur. »

Le livre de Maris est un pamphlet un peu unilatéral, mais il pose en tout cas quelques questions troublantes : et si les pontes du FMI ou de l'OCDE, que l'on a tendance à prendre pour des experts à peu près infaillibles, racontaient un peu n'importe quoi, en se réclamant de dogmes simplistes qui n'ont aucun sens ? Et en tout cas ignoraient la complexité des réalités ?

(1) *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles*, Bernard Maris, 190 pages. Ed. Albin Michel, Paris 1999.

## L'intégrité territoriale inquiète la Turquie

Pensant à ses Kurdes, Ankara ne veut pas d'un Kosovo indépendant

FRED A. REED  
collaboration spéciale. ANKARA

La Turquie a des intérêts à défendre dans les Balkans, mais pas n'importe comment. Voilà comment se résume la position délicate du gouvernement turc face à la guerre que mène l'OTAN contre la Yougoslavie.

Membre fidèle de l'Alliance atlantique dès le début, Ankara ne veut pas aujourd'hui ménager ses appuis aux Albanais musulmans du Kosovo, qu'elle considère comme des frères de religion. Mais la diplomatie turque demeure extrêmement sensible à la question épineuse de l'intégrité territoriale. Si les maquisards de l'UCK parvenaient à provoquer l'indépendance de la province rebelle, ou pire, son rattachement à l'Albanie, cela risquerait de créer un précédent dont la Turquie, aux prises avec le soulèvement armé kurde dans le sud-est anatolien, voudra à tout prix se passer.

Le borbier kosovar risque-t-il d'entraîner d'autres pays balkaniques dans la tourmente ? Un ancien ambassadeur turc croisé à Istanbul confirme sa propre peur d'un débordement. « Vous savez, un rat coincé est toujours plus dangereux. »

À Ankara, Haldun Otman, porte-parole du ministère des Affaires étrangères, souligne l'importance que son pays a accordée, dès le début, à la désintégration yougoslave. En quoi la diplomatie turque recoupe, curieusement, celle de la Grèce, son voisin mal aimé. « Une fois ce processus entamé, il devient presque impossible de l'arrêter », dit-il, citant la reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie par l'Allemagne comme autant de « gestes suspects » qui ont agi en déclencheurs du conflit.

Ainsi, Ankara favorise toujours la voie de la diplomatie pour résoudre la crise, tout en demeurant solidaire de ses alliés. Et si elle était prête à participer à une éventuelle offensive terrestre, la Turquie se garderait de se dresser contre les

Serbes. Advenant une nouvelle conjoncture, précise-t-il, le gouvernement et les Forces armées prendraient la décision qui s'impose. « Mais il faut agir en tenant compte de notre histoire, de nos liens historiques avec tous les pays balkaniques. »

### Des réfugiés

À la suite de l'effondrement de l'Empire ottoman au début du siècle, des millions de Turcs, Albanais, Bosniaques et autres sont venus s'installer en Turquie. Quoique intégrés parfaitement dans la société turque moderne, ils sont aussi parfaitement conscients de leurs origines. « Cela est devenu un facteur qui pèse sur la politique intérieure. On se fait beaucoup de soucis pour la sécurité et l'épanouissement de ces gens-là », dit-il.

En attendant le dénouement de la crise, la Turquie a déjà pris les devants en installant un bon nombre de réfugiés sur son territoire, ainsi que dans les camps en Macédoine et en Albanie, pour un total de 50 000. « Beaucoup plus que n'importe quel autre pays », ajoute-t-il avec fierté.

Pour ce qui est de sa propre « question nationale », celle des Kurdes, l'on ne peut simplement pas comparer les deux situations. Il existe, selon M. Otman, un problème terroriste dans le sud-est anatolien, dont découlent des abus de droits humains et des bavures policières. « Mais cela n'est pas du tout le fait d'une discrimination ethnique ou linguistique, comme c'est le cas au Kosovo. »

À Istanbul, la belle unanimité de façade de la capitale fait place à des opinions beaucoup plus nuancées. Selon Ferhat Kentel, politologue, les occidentalistes ont beau appuyer la guerre, mais dans les milieux plus traditionnels et islamiques, les idées évoluent rapidement. La guerre n'est plus perçue comme la défense d'un peuple frère, mais comme un vaste complot visant à supprimer les musulmans dans les Balkans ou bien, comme la poursuite cynique de leurs propres intérêts par les



Gemile Mustafa, 69 ans, avec deux de ses petits-enfants, Egzona, 2 ans, et Gzim, trois ans, hier au camp de réfugiés de Radusha, à 50 kilomètres au nord-ouest de Skopje, en Macédoine. La Turquie de son côté accueille plusieurs de ces réfugiés kosovars dont elle partage la religion musulmane. Par contre, la perspective d'une reconnaissance d'un Kosovo indépendant lui fait peur, en raison de la présence kurde chez elle.

États-Unis et les pays européens par Kosovars interposés.

À la Fondation pour la science et les arts, en plein quartier commercial à Aksaray, à Istanbul, Ahmet Davutoglu est catégorique. « La guerre ne vise point à protéger les Kosovars, ni à réintégrer les réfugiés dans leurs foyers, mais à amenuiser la capacité militaire serbe de façon à permettre aux États-Unis de s'installer durablement dans les Balkans, entre la Russie et l'Allemagne, les deux puissances historiques de la région. »

Dans les Balkans d'aujourd'hui, c'est le vide, poursuit-il. « Qui va le remplir ? L'objectif des Américains, donc de l'OTAN, sera de remplir ce vide par une présence politique non russe et non allemande, la leur. » Cette stratégie aurait été mise en opération dès l'entrée de la Pologne et de la Hongrie dans l'Alliance atlantique. Le Kosovo, soutient-il, n'est donc qu'un prétexte.

« Vu sous la lumière de la géostratégie, c'est compréhensible. Mais tout cela aura pour effet de

laisser les Musulmans dans les Balkans sans protection. Ils en paieront et en paieront un prix très élevé. Pour ce qui est du reste, je n'y vois aucun idéalisme humanitaire, seulement une opération stratégique réaliste. »

Et, conclut-il, si on avait besoin de preuves supplémentaires, l'Europe s'est montrée encore une fois incapable de résoudre ses propres problèmes. L'entrée de l'OTAN dans les Balkans fut donc nécessaire et inévitable pour assurer la stabilité.

## Un Nigérian tué par la police autrichienne

PIERRE DAUM  
collaboration spéciale. VIENNE

La coïncidence chronologique, quoique macabre, mérite d'être relevée. Alors que l'Autriche commémore pompeusement les victimes du national-socialisme (le 5 mai 1945 est la date de libération du camp de concentration de Mathausen, près de Linz), la police autrichienne vient de tuer un demandeur d'asile africain. Marcus O., jeune Nigérian de 25 ans, dont la demande d'asile avait été rejetée, a été expulsé de force du pays, avant même que le Conseil d'État n'ait tranché l'ultime recours qu'il avait déposé.

Mis dans un avion en route pour Lagos, via Sofia (Bulgarie), l'homme a opposé une résistance physique importante. En plus de lui lier les pieds et les poignets, les trois policiers qui l'accompagnaient lui ont alors collé un fort sparadrap sur la bouche.

Vingt minutes avant l'atterrissage à Sofia, l'homme ne bougeait

déjà plus. Le médecin de l'aéroport, appelé d'urgence, n'a pu constater le décès. À la suite de cet incident, le ministre de l'Intérieur Karl Schlögl a décidé de suspendre toutes les expulsions de demandeurs d'asile susceptibles de résister. Le secrétaire général d'Amnistie internationale, Heinz Patzelt, s'est emporté contre l'utilisation du sparadrap sur la bouche des déboutés du droit d'asile, de la part des policiers chargés des expulsions. Il a qualifié cela de « torture sur des êtres sans défense ».

Cependant, la mort par étouffement de Marcus O. ne fait que souligner un coin du voile sur les pratiques d'une police autrichienne particulièrement cruelle. Alors que Amnistie internationale ne cesse de dénoncer la torture policière en Autriche, aucune commission d'enquête indépendante n'existe pour de tels cas.

D'autre part, la plupart des demandeurs d'asile (10 000 personnes par an environ, dont seulement 500 verront leur demande acceptée) sont automatiquement placés en détention administrative et traités

comme de vulgaires prisonniers de droit commun, pendant la procédure même du traitement de leur dossier, ce qui dure en général entre trois et six mois. Ce n'est d'ailleurs que depuis quelques semaines qu'une telle détention a été supprimée pour les mineurs.

La responsabilité de la compagnie aérienne n'est pas non plus à négliger. En effet, de nombreux transporteurs, dont Austria Air Lines, n'acceptent plus aujourd'hui d'embarquer des personnes expulsées qui refusent de toutes leurs forces d'être mises dans l'avion. Balkan Air, société bulgare, ne fait pas partie de ceux-ci. Dans le cas de Marcus O., c'est le pilote lui-même qui aurait demandé aux policiers « de faire quelque chose » contre les cris désespérés de M.O., afin qu'il cesse de déranger les autres passagers.

### Une erreur tragique

Quelles conséquences sont à prévoir pour une telle bavure policière ? Alors que toutes les organisations humanitaires et les petits partis d'opposition réclament la dé-

mission du ministre de l'Intérieur Karl Schlögl, celui-ci refuse toute responsabilité, directe ou indirecte, dans cette « tragique erreur ». Il jure même, non sans cynisme, qu'il ignorait totalement que des pratiques telles que le sparadrap sur la bouche pouvait être utilisées par ses services.

« C'est un mensonge honteux ! » rétorque Herbert Langthaler, responsable de la Coordination autrichienne des demandeurs d'asile, « puisque nous envoyons régulièrement des lettres au ministre pour dénoncer ces pratiques ». En 1990, la presse autrichienne avait même fait état d'une note émanant du ministre de l'Intérieur, adressée au chef de la police de l'aéroport de Vienne, indiquant que, contre les étrangers en instance d'expulsion, et dont le comportement laisse prévoir une forte résistance, il est « envisageable de recourir à de la violence brutale ».

Le chancelier Viktor Klima, quant à lui, soutient complètement son ministre et n'envisage en aucun cas la démission du poulain de l'ancien chancelier Vranitzky. Il

faut dire que M. Schlögl joue un rôle important dans la stratégie du SP, le Parti social-démocrate, dont les trois hommes sont issus.

En effet, M. Schlögl représente la branche la plus réactionnaire du parti, celle qui n'hésite pas à jouer avec les tendances racistes de la population. Cette branche est en fait destinée à endiguer le flot de désertion des citoyens, attirés par le discours populiste et xénophobe de Jörg Haider, le leader de l'extrême droite autrichienne, qui a remporté 42 % des voix aux élections régionales de Carinthie en mars dernier.

De cette société civile, peut-on attendre quelque chose ? Il est à craindre que non. Malgré le travail de quelques poignées de militants des droits de l'homme, l'ensemble de la population autrichienne souffre d'une apathie généralisée, entretenue par des décennies de consensus mou et de bien-être social. Sans parler d'une xénophobie douce, mais largement répandue, dont les Noirs — très peu nombreux en Autriche — sont depuis quelques années les principale victimes.

# Têtes d'affiche

Adressez vos communiqués à:  
Têtes d'affiche  
La Presse  
7, rue St-Jacques  
Montréal H2Y 1K9

## Fonds Robert-Bourassa, déjà 1,3 million

■ L'Institut du cancer de Montréal bénéficiera d'importantes contributions par l'entremise du nouveau Fonds Robert-Bourassa pour la recherche sur le cancer. Parmi les grands donateurs, soulignons un don de 25 000 \$ d'Air Liquide. C'est Marc Fortier, président et chef de la direction d'Air Liquide, qui a remis le don à Andrée Bourassa, présidente d'honneur de la campagne de financement. Elle était accompagnée du président de la campagne Pierre Fortier, et du Dr Pierre Chartrand, directeur de l'Institut.



**Marc Fortier**

■ Placée sous la présidence d'honneur d'Andrée Bourassa, la première campagne de financement du Fonds Robert-Bourassa pour la recherche sur le cancer (Institut du cancer) a vu Marcel Gagné, directeur général de l'Industrielle-Alliance, venir remettre une contribution de 25 000 \$ pour la recherche sur le cancer.



**Marcel Gagné**

■ Les élèves de l'école Leonardo Da Vinci de Rivière-des-Prairies ont fait preuve de grand cœur pour venir en aide aux enfants réfugiés du Kosovo, y allant d'une collecte de sous noirs dans toutes les classes, de la prématernelle à la 6<sup>e</sup> année, ce qui a permis, en une semaine, de recueillir 2287,53 \$. Qui plus est, la générosité de ces enfants est telle qu'ils ont décidé d'ajouter les profits de leur concert printanier, ce qui devrait permettre d'offrir 3000 \$ pour soulager des gens qui ont perdu tous leurs biens. Le don sera remis à la Croix-Rouge.

■ Braderie *Au cœur de la mode*, dimanche prochain (10 h à 17 h) au Palais des congrès. Plus d'une cinquantaine de grands noms de l'industrie du vêtement offriront des soldes d'au moins 50 % sur leurs plus récentes collections. Tenue sous la présidence d'honneur d'Aldo Bensadoun, cette activité-bénéfice permettra de recueillir des fonds pour la fondation Farah qui vient en aide aux organismes offrant un soutien aux personnes atteintes du VIH-sida. Coût : 2 \$.

■ Présentation d'une comédie romantique d'Isabelle Lajeunesse et François Guy (mise en scène de Vincent Bilodeau), par la fondation Cécile et Béatrice et l'école Saint-Maxime. Les fonds recueillis permettront à la fondation d'offrir des soins palliatifs. Le spectacle sera présenté les 21 et 22 mai, à l'école Saint-Maxime, 3680, boulevard Lévesque Ouest, à Laval. Coût : 20 \$. Renseignements : (450) 688-2321.

■ C'est le samedi 15 mai que les élèves du collège Sainte-Marcelline monteront sur la scène de la salle Brébeuf (collège Jean-de-Brébeuf), pour mettre leurs talents au profit d'une bonne cause, soit la recherche sur la fibrose kystique. Ces jeunes ont mis des mois de préparation pour présenter l'opérette *Amour tsigane*, un spectacle comportant six tableaux, 17 chorégraphies, une vingtaine de musiciens et 200 costumes. Coût : 20 \$ (12 \$ pour les enfants). Renseignements : 877-6161.

■ Le Concours de musique du Canada (section Montréal) tiendra son déjeuner-buffet annuel le dimanche 6 juin, à 12 h 30, à l'ambassade de France, 42, promenade Sussex, à Ottawa. L'ambassadeur de France Denis Bouchard et son épouse seront les hôtes de cette activité-bénéfice. Coût : 100 \$. Renseignements : 481-3909.

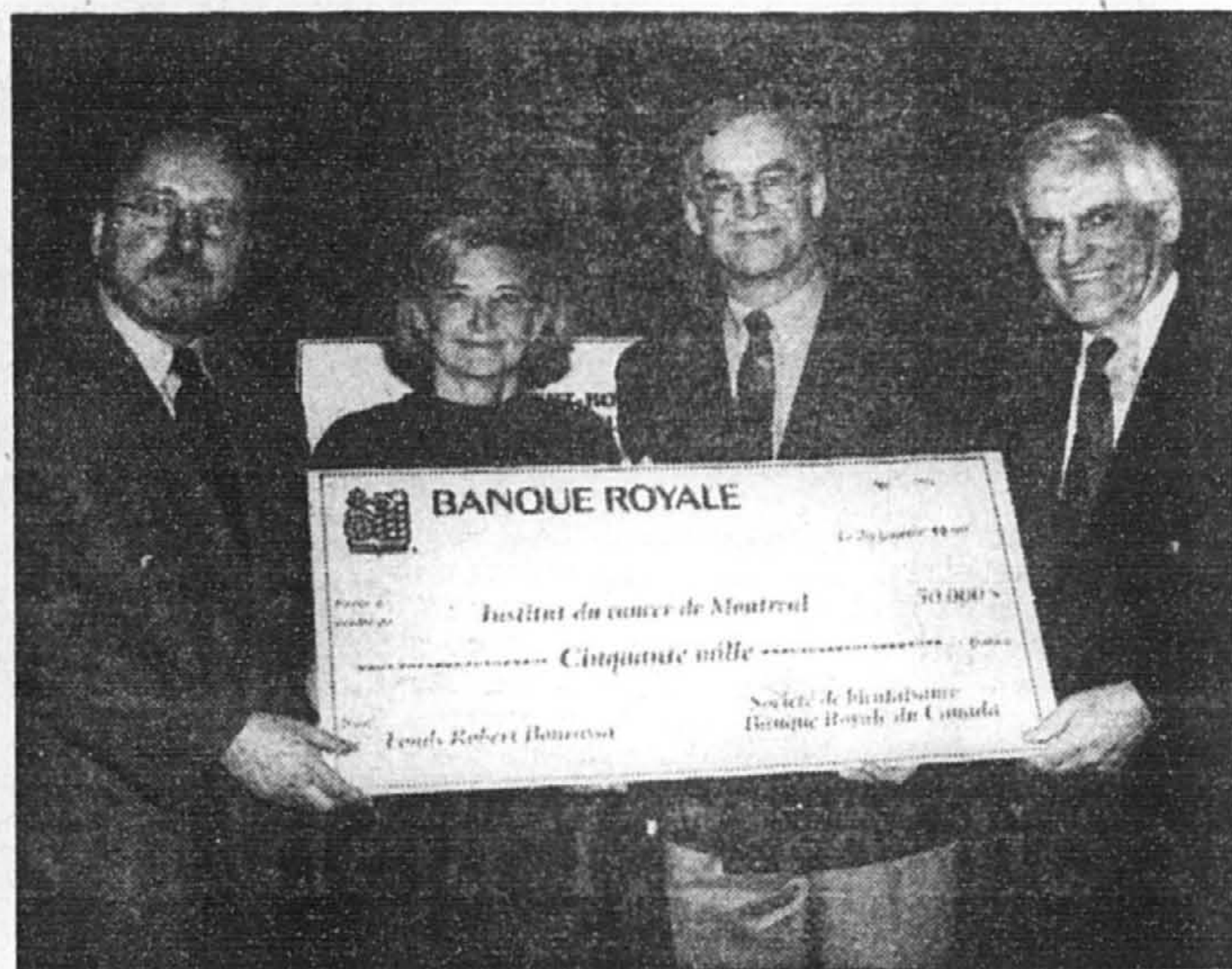
■ Marathon pour la recherche sur les maladies infantiles, une initiative de la Standard Life, le samedi 5 juin, au parc du Mont-Royal (angle des avenues du Parc et du Mont-Royal). Le lieu regorgera d'activités pour les enfants (animation, clowns, magie, etc.). Les fonds recueillis vont à la Fondation de la recherche sur les maladies infantiles qui les redistribue dans les différents hôpitaux soignant des enfants. Le départ est prévu pour 9 h. Des parcours de 5 km et 10 km sont offerts. Renseignements : 499-6849.

■ La section québécoise de la Société canadienne de l'hémophilie tiendra son tournoi de golf annuel le 31 mai, au club de golf de Boucherville, sous la présidence d'honneur du comédien Henri Chassé. Coût : 150 \$.



### Pharmaprix : 100 000 \$

Le Fonds Robert-Bourassa pour la recherche sur le cancer, de l'Institut du cancer de Montréal, vient de recevoir un don de 100 000 \$ de Pharmaprix. Andrée Bourassa, présidente d'honneur de cette campagne est ici entourée, dans l'ordre habituel : de Jacques Nadeau, vice-président de Pharmaprix, et du Dr Pierre Chartrand, directeur de l'Institut, et Pierre Fortier, président de la campagne de sollicitation.



### Banque Royale : 50 000 \$

C'est André Hébert (à gauche) vice-président pour la région est du Québec à la Banque Royale, qui a remis le don de 50 000 \$ de cette banque à Andrée Bourassa, présidente d'honneur de la campagne de financement du Fonds Robert-Bourassa pour la recherche sur le cancer, de l'Institut du cancer de Montréal dont le directeur, le Dr Pierre Chartrand, est ici en compagnie du président de la campagne, Pierre Fortier (à droite).



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse ©

## Les Fusiliers Mont-Royal célèbrent leur 130<sup>e</sup>

Le régiment des Fusiliers Mont-Royal a tenu un bal régimentaire pour célébrer son 130<sup>e</sup> anniversaire, en présence de son président d'honneur, le ministre de la Défense nationale Arthur G. Eggleton, c.r. Pas moins de 260 invités étaient attendus. La musique des Fusiliers Mont-Royal et du régiment de Maisonneuve a agrémenté la soirée. Dans l'ordre habituel, on reconnaît le lieutenant-colonel honoraire Michel Vennat, M<sup>me</sup> Vennat, M. Arthur Eggleton, le lieutenant-colonel Marc Rousseau, M<sup>me</sup> Katherine Simard et M<sup>me</sup> Theodora Samiotis.



## Marche de la sclérose en plaques : 100 000 \$

La marche de l'eSPoir (sclérose en plaques) de la Société canadienne de la sclérose en plaques a attiré plus de 1000 personnes dans la région métropolitaine, ce qui a permis de recueillir plus de 100 000 \$ pour la recherche et les services offerts aux personnes atteintes de cette affection.

# La personnalité La Presse de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON  
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 9 MAI 1999

## Laurette Ménard

SOPHIE BROUILLET  
collaboration spéciale



Contre la terrible détresse des jeunes, contre les rigidités d'un système qui ignore leurs problèmes individuels, Laurette Ménard a trouvé sa stratégie : elle s'arrête aux besoins les plus ponctuels de ses protégés, en se rappelant son propre passé difficile.

Coordonnatrice du programme communautaire d'aide aux études « Je réussis », qui a démarré il y a 11 ans et qui fait aujourd'hui de petits miracles dans quatre écoles primaires de l'est de l'île, Laurette Ménard travaille à partir de son expérience de mère seule et longtemps très démunie. *La Presse* profite de la fête des Mères pour souligner son engagement en la nommant **Personnalité de la semaine**.

« Ce n'est pas vrai que durant mes années d'épreuve, une travailleuse sociale ou un psychologue m'auraient aidée, assure-t-elle. J'avais avant tout des besoins concrets. C'étaient mes problèmes ponctuels qui étaient les plus lourds à porter. »

M<sup>me</sup> Ménard, aujourd'hui âgée de 44 ans, avait 30 ans et était mère de quatre enfants lorsque son conjoint l'a quittée. Parce qu'il lui laissait en partant la maison familiale, elle n'a eu droit, en se retrouvant seule, qu'à des allocations d'aide sociale très amputées. C'est en vain qu'elle a tenté de faire valoir « qu'on ne pouvait quand même pas manger le gyroc », en vain aussi qu'elle a cherché des ressources de soutien dans la banlieue où elle habitait et un emploi compatible avec sa situation.

Étrangement, c'est du fond de la misère qui a suivi sa séparation qu'a surgi sa vocation d'intervenante sociale. « Je me suis dit que si moi, qui avait été une enfant aimée et qui avait toujours eu de la facilité à l'école, je trouvais ça si difficile, ce devait être terrible pour les démunis moins bien pourvus au départ », raconte-t-elle.

Cherchant une issue pour sa famille en même temps qu'une manière d'aider, elle est retournée aux études et n'a vécu que de prêts et bourses jusqu'à l'obtention d'un premier emploi en travail social, au sein de l'organisme Services familiaux Étienne-Pernet du quartier Hochelaga-Maisonneuve, qui devait fermer ses portes quelque temps plus tard, en 1989. Elle a ensuite été la cofondatrice du Spectre de la rue, une ressource d'aide pour jeunes sans-abri, drogués et prostitués du quartier Centre-Sud. En 1991, enfin, M<sup>me</sup> Ménard est devenue animatrice du Programme d'aide scolaire de Pointe-aux-Trembles, qui allait devenir le projet Je réussis.

Au fil des années de dénuement et de ses expériences de travail, Laurette Ménard s'est mise à regarder sévèrement le système gouvernemental de soutien aux démunis, qui ne tient pas compte selon elle des besoins simplement quotidiens, mais combien essentiels, des gens. Elle dénonce par exemple la diminution des chèques d'aide sociale et d'assurance-chômage lorsqu'on travaille comme on peut, une mesure qui cloue à la maison des aspirants tra-

vailleurs, soutient-elle.

Mais auprès des jeunes plus que jamais, c'est une approche personnalisée, à réinventer chaque fois, qui s'impose. « Ça n'a pas de sens de chicaner un enfant parce qu'il n'apporte pas ses livres en classe, sans savoir que sa mère n'a pas les moyens de lui en acheter et qu'elle a honte de le dire », explique-t-elle, faisant allusion au prix élevé des manuels scolaires.

Le programme Je réussis, qui emploie aujourd'hui trois salariés et une dizaine de bénévoles, se fait donc un devoir de toujours intervenir en fonction de besoins très concrets. Lors des ateliers d'aide aux devoirs, qui réunissent annuellement cinq groupes de 12 enfants de sixième année de Pointe-aux-Trembles, on propose d'abord aux élèves agités des jeux leur permettant de se défouler, puis une collation pour pallier les carences nutritives.

Quand vient le moment pour les élèves de se mettre au travail, Laurette Ménard tente de jeter des ponts entre son programme et leurs parents, en ciblant souvent un petit élément particulier à améliorer, qui sera en même temps un prétexte pour les valoriser dans leur rôle. « Je peux les appeler parce que leur enfant n'apporte pas ses manuels, et les féliciter à l'occasion parce qu'il est très poli », rapporte-t-elle, évoquant la fierté qu'elle sent à l'autre bout du fil et la bonne volonté de collaborer sur des points précis.

Au gré des besoins qui se présentent, le programme Je réussis organise aussi des services de transport par autobus et des rencontres avec des ex-décrocheurs, prépare des séances d'information sur des sujets qui inquiètent les parents, remplit des paniers de Noël, ou sollicite des organismes de charité lorsqu'il faut payer des manuels scolaires.

Des efforts tous azimuts qui trouvent amplement leur récompense dans leurs résultats, rapporte Laurette Ménard. « C'est incroyable comme on peut être la planche de salut de ces jeunes », constate-t-elle, expliquant que l'aide apportée en sixième année permet de réussir dans près de 90 % des cas l'étape décisive du passage au secondaire.

Comment une succession de coups de pouce peut-elle ainsi faire contrepoids à un lourd héritage de problèmes financiers et affectifs ? La réponse de M<sup>me</sup> Ménard est rafraîchissante. « On a tous en nous la force de s'en sortir, et quand on a autour de soi des gens qui écoutent, on finit par la trouver », croit-elle dur comme fer.

*C'est du fond de la misère qui a suivi sa séparation qu'a surgi sa vocation d'intervenante sociale.*

« On a tous en nous la force de s'en sortir, et quand on a autour de soi des gens qui écoutent, on finit par la trouver. »

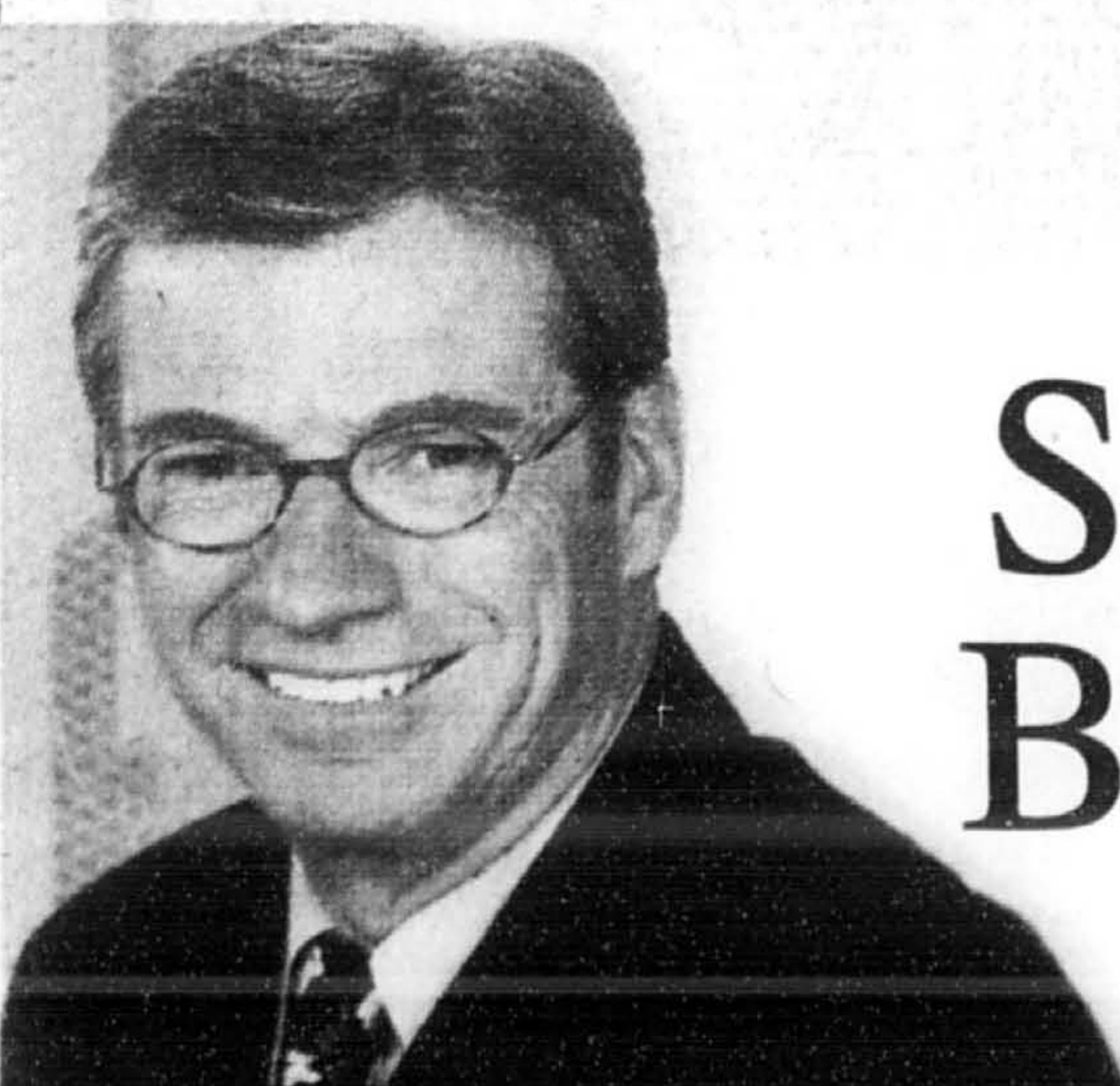
**Hydro Québec**

Encore plus que du talent,  
de l'intelligence, même du génie,  
l'excellence naît de l'effort.

**loto-québec**

**ALCAN**

**BANQUE NATIONALE**  
il faut penser autrement



Salut  
Bonjour

du lundi au vendredi de 6 h à 9 h

Chaque lundi à 8 h 35, Guy Mongrain s'entretient avec la personnalité **La Presse** de la semaine

**TVA**